

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 juillet 1997, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à l'organisation du notariat", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 17, 24 novembre 1997 et 1er décembre 1997, a donné à cette dernière date, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 juli 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de organisatie van het notariaat", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 17, 24 november 1997 en 1 december 1997, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES

1. La section de législation du Conseil d'Etat a été saisie le 23 juin 1993 d'un avant-projet de loi "modifiant la loi du 25 ventôse- 5 germinal an XI (16 mars 1803) contenant organisation du notariat".

L'avis L. 22.537/2, donné le 21 novembre 1994, contenait des observations générales critiques, portant notamment sur :

- 1° le principe de l'exercice de la profession de notaire en société et la manière dont le projet l'organisait;
- 2° les pouvoirs réglementaires donnés aux organes représentatifs de la profession notariale, notamment en matière disciplinaire;
- 3° la technique légistique consistant à bouleverser la structure et le contenu de la loi de ventôse tout en maintenant celle-ci et en confiant au Roi la mission de coordonner "les dispositions légales nouvelles et anciennes maintenues en vigueur en vue de les insérer dans le Code judiciaire";
- 4° la mauvaise rédaction du projet d'un point de vue formel.

Les pages 18 à 97 de l'avis étaient consacrées à l'examen des différents articles.

.../...

La section de législation du Conseil d'Etat a été saisie, le 8 août 1995, de deux avant-projets de loi :

- un projet de loi "modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat" (L. 24.600/2);
- un projet de loi "accordant une compétence disciplinaire aux chambres des notaires et à la Chambre nationale des notaires" (L. 24.601/2).

La scission du texte initial de juin 1993 était justifiée par le fait que "conformément à l'article 77, 3°, de la Constitution, qui rend la procédure bicamérale obligatoire pour les lois prises en exécution de l'article 146 de la Constitution, la création d'un tribunal disciplinaire ressortit à la fois à la compétence de la Chambre et du Sénat" (exposé des motifs du projet L. 24.601/2). L'exposé des motifs soulignait que les dispositions ainsi extraites du texte initial n'avaient pas subi d'autres modifications.

La section de législation du Conseil d'Etat a donné son avis sur ces deux projets le 10 octobre 1995 (assemblée générale) et le 6 novembre 1995 (deuxième chambre).

Cet avis contenait notamment :

- 1° de longs développements relatifs à la procédure législative d'adoption des projets (articles 77 et 78 de la Constitution);

.../...

- 2° des observations générales sur le projet L. 24.600/2 demandant au Gouvernement d'en examiner avec soin la portée et de se prononcer clairement sur un certain nombre de questions relatives à l'exercice en société de la profession de notaire;
- 3° des observations générales sur le projet L. 24.601/2 concernant :
 - a) le pouvoir juridictionnel confié aux chambres des notaires dans des matières qui relèvent des droits civils;
 - b) l'attribution d'un pouvoir réglementaire à des organismes autonomes;
 - c) l'absence de règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions notariales ainsi qu'à la procédure.

2. Afin que les parlementaires soient correctement et complètement informés sur la portée du projet, ces différents avis du Conseil d'Etat doivent être reproduits en annexe à l'exposé des motifs.

.../...

OBSERVATIONS GENERALES

I. Dans son avis (1), le Conseil d'Etat a fait observer :

"I. Selon l'exposé de leurs motifs, les textes proposés par le projet visent essentiellement "à encourager la collaboration en équipe" et "à garantir un meilleur exercice de la profession par la création d'une chambre nationale des notaires". Les dispositions sur les "sociétés de notaires" comme celles sur le pouvoir réglementaire de la chambre nationale projetée s'emploient à réaliser ces deux objectifs. Les premières comme les secondes forment l'objet des deux observations générales qui suivent.

1. Une opinion unanimement admise de longue date était qu'un officier public choisi par l'Etat pour son honorabilité et sa capacité professionnelle devait en toutes circonstances rester maître de la façon dont sa fonction devait être remplie. Ne pouvant en aucun cas renoncer à son pouvoir dans l'exercice de la mission qui lui avait été confiée, il ne pouvait donc contracter aucune obligation quant à la manière dont il l'accomplirait. Telle est la raison pour laquelle on jugeait que le notaire ne peut exercer sa fonction en société. En s'adjoignant un ou plusieurs associés, il aurait fatalement contracté avec ceux-ci sur l'exercice de la fonction notariale, il aurait donc, ne fût-ce que pour une faible part, aliéné son pouvoir propre; et l'esprit de lucre qui est à la base de tout contrat de société aurait pu l'emporter sur les considérations d'ordre professionnel (Voir par exemple : Colin et Capitant, Cours élémentaire de droit civil français, 10e édition, 1953, t. II, n° 1179).

Le projet rompt de toute évidence avec cette tradition. Il entend "permettre la création de sociétés de plusieurs notaires pour l'exercice en commun de leur fonction publique"; il prévoit "la possibilité

(1) Avis L. 22.537/2, donné le 21 novembre 1994.

pour un ou plusieurs titulaires de la charge notariale de constituer une société avec un ou plusieurs candidats notaires agréés"; il autorise même les notaires à constituer des sociétés avec de simples candidats notaires ou avec des titulaires d'autres professions ayant un objet complémentaire, dans le but de favoriser l'exercice personnel de la profession notariale. L'exposé des motifs du projet présente cette rupture avec la tradition comme un moyen de "répondre de manière appropriée au public qui éprouve un besoin croissant d'orientation, conseil et soutien". Toutefois, les dispositions réglant les sociétés constituées pour exercer la fonction notariale (celles que l'exposé des motifs appelle "sociétés d'exercice" en les opposant aux "sociétés de moyens") tombent dans d'étranges contradictions parce qu'elles ne mettent pas en oeuvre toutes les conséquences qui peuvent être déduites de la possibilité, désormais reconnue par le projet, de contracter sur la fonction notariale.

Ces contradictions s'observent surtout dans l'organisation de la société réunissant un ou plusieurs notaires et des candidats notaires agréés. Car de nombreuses règles du projet peuvent laisser croire que les notaires associés sont les organes d'une société qui est titulaire de la fonction notariale alors que l'exposé des motifs et l'économie générale du projet dénie qu'une société puisse être notaire.

Voici ces règles.

Les associés, même ceux qui ont été personnellement nommés notaires avant la constitution de la société, portent tous indistinctement le titre de notaires associés; aucun ne peut encore exercer sa profession en dehors de la société (article 51, § 2, alinéa 2). Le notaire associé qui aurait été autorisé à quitter sa résidence ne peut plus y travailler ni y recevoir ses clients (article 52, alinéa 2).

Tous les associés subissent les incompatibilités que subit l'un d'entre eux en raison des liens de parenté ou d'alliance qu'il peut avoir avec une partie favorisée par une disposition d'un acte qu'il reçoit (article 51, § 6).

.../...

La société est responsable des fautes professionnelles de chaque associé, même si celui-ci est également responsable de ses propres fautes (article 51, § 4).

Les actes reçus par les associés sont inscrits dans un seul répertoire, celui ouvert au nom de la société (article 51, § 7, alinéa 1er). Une seule comptabilité est tenue au nom de la société (ibidem, alinéa 3).

Chaque associé peut délivrer les grosses et expéditions des minutes reçues par l'un de ses partenaires ou le prédécesseur de celui-ci (article 51, § 7, alinéa 5).

Toutes ces règles correspondent parfaitement à une conception générale selon laquelle une société réunissant des notaires et des candidats notaires agréés, est elle-même notaire et que les associés en sont les organes. Cette conception résulte d'ailleurs aussi de l'article 51, § 2, alinéa 1er, en projet qui dispose que "les sociétés prévues à l'article 50, § 1er, ne peuvent avoir d'autre objet que l'exercice des activités normalement accomplies par les notaires".

La portée de ce texte est considérable car il ne faut pas perdre de vue que, dans le contrat de société, la notion d'objet doit s'entendre en un double sens; l'objet désigne tout d'abord les apports que les associés s'engagent à mettre en commun, et ensuite l'activité que les associés se proposent d'exercer en commun (voir à ce sujet notamment : Van Ryn, Principes de droit commercial, t. I, n° 326, p. 228). C'est pourquoi, en attribuant comme objet à la société de notaires l'accomplissement de la fonction notariale, l'article 51, § 2, alinéa 1er, déclare implicitement, d'une part, que cette fonction est effectivement mise à la disposition de la société, et, d'autre part, que l'exercice de cette fonction représente l'activité propre de la société.

Aussi est-il surprenant de lire au commentaire de l'article 50 l'affirmation que "la société n'est jamais titulaire de la fonction" notariale, affirmation qui est d'ailleurs suivie de l'exposé de diverses raisons

.../...

pour lesquelles la volonté des auteurs du projet est bien qu'"une société ne devienne jamais notaire". Il y a là une évidente contradiction.

On ne peut pas penser que cette contradiction puisse être le résultat d'une simple inadvertance commise par le rédacteur du commentaire. L'intention des auteurs du projet est assurément de proscrire qu'une société de notaires soit notaire. Cette intention s'exprime d'ailleurs, en creux pour ainsi dire, dans le texte même; car on peut observer qu'il ne comporte aucune disposition sur la procédure à suivre pour nommer notaire une société, ni non plus sur la façon dont une personne ayant la qualité de notaire peut faire apport de sa fonction à une société de notaires.

Cette contradiction doit évidemment être surmontée. Elle pourrait l'être de deux manières : ou bien compléter le projet pour qu'une société puisse être nommée notaire, et tirer ainsi toutes les conséquences du fait que la fonction notariale ne serait plus hors commerce, ou bien modifier toutes les dispositions du projet qui font apparaître les notaires associés comme les organes d'une société notaire, en commençant, bien sûr, par l'article 51, § 2, alinéa 1er, qui fait de l'exercice des activités accomplies par les notaires l'objet de la société.

Si les auteurs du projet, pour ne pas revenir sur leur intention d'éviter qu'une société devienne notaire, choisissent la seconde de ces deux voies, ils ne doivent pas négliger le fait que celle-ci pourrait bien les conduire à renoncer à utiliser la figure juridique du contrat de société. Utiliser pour organiser la profession notariale l'institution de la société oblige, en effet, à respecter au moins les éléments fondamentaux du contrat en général et du contrat de société en particulier. Or, il n'y a pas de contrat sans objet, ni non plus de société, composée de plusieurs associés, qui ne soit un contrat et n'ait donc un objet, et il n'y a pas davantage de société dont l'objet ne soit pas constitué par ce qui fait l'activité sociale. Il est donc difficile d'imaginer qu'une société dont l'activité consiste à exercer la fonction notariale n'ait pas pour objet l'exercice de cette activité.

Aussi peut-on croire que la réalisation de l'intention des auteurs du projet passe par la construction d'une figure juridique sui generis qui réglementerait l'exercice collectif de la fonction notariale sans recourir à la notion de société, et sans faire d'une personne morale un notaire.

Il appartient évidemment au pouvoir législatif et à lui seul de construire une telle figure juridique. La loi devra donc en arrêter elle-même toutes les règles; elle ne pourra pas se limiter à fixer celles qui sont essentielles en s'en remettant à la Chambre nationale des notaires, que le projet institue, du soin de prendre les mesures d'exécution qui les complèteraient."

II. Dans un second avis (1), le Conseil d'Etat a formulé l'observation suivante :

"Le Conseil d'Etat estime qu'il est nécessaire que le Gouvernement examine une dernière fois avec soin la portée du projet L. 24.600. Sur quelques points essentiels en effet, l'exposé des motifs et le dispositif de la loi en projet doivent s'exprimer sans ambiguïtés.

Il y a d'abord la question de savoir si en favorisant la formation de sociétés de notaires, donc de contrats dont l'objet sera l'exercice de la fonction notariale, le Gouvernement entend rompre avec la tradition qui a, jusqu'ici, toujours considéré que la fonction notariale était une activité hors commerce c'est-à-dire une activité sur l'exercice de laquelle aucun contrat ne peut être conclu. Cette question est évidemment sans aucun rapport avec celle de savoir si, à supposer que le projet permette de faire de l'exercice de la fonction notariale l'objet d'un contrat, cet objet sera civil ou commercial.

(1) Avis L. 24.600/A.G./2 et L. 24.601/A.G./2 donnés le 10 octobre et le 6 novembre 1995.

L'exposé des motifs et le texte doivent trancher clairement la question de savoir si, dans l'hypothèse d'une société de notaires, le notaire associé accomplira les actes de sa profession en qualité d'organe de la société ou non. S'il est un organe de la société, il s'ensuivra nécessairement que ce sera la société et non l'associé personnellement qui aura agi; dans le cas contraire, l'acte sera celui de l'associé mais on ne voit pas alors comment la société pourrait profiter de l'émolument ou être chargée de la dette que l'acte entraîne.

Un parti clair doit aussi être pris quant à l'égalité des associés dans une société de notaires, en particulier dans l'hypothèse où la société est dissoute. Certains modes de dissolution emportent la conséquence que les candidats-notaires associés ne peuvent plus exercer la fonction notariale, tandis que d'autres modes, notamment le décès d'un notaire titulaire, n'ont pas cette conséquence. Dans ce dernier cas d'ailleurs, le projet prévoit que la nomination d'un nouveau notaire titulaire pour remplacer celui qui est décédé peut avoir lieu sans l'accord des autres associés, alors cependant que le nouveau titulaire deviendra associé comme l'était l'ancien. Ce mécanisme n'est pas compatible avec le caractère intuitu personae de la société de notaires."

Les deux avant-projets de loi faisant l'objet de la présente demande d'avis ne tiennent pas compte de ces observations.

III. De nombreuses dispositions du premier projet soumis au bicaméralisme intégral ne s'inscrivent pas, au regard de leur contenu, dans le cadre de l'article 77 de la Constitution, mais y sont rattachées en raison de critères que les auteurs du projet pensent devoir ajouter à la liste énumérative de la disposition constitutionnelle précitée.

.../...

Ainsi, le simple fait qu'un magistrat du pouvoir judiciaire soit appelé à siéger dans une instance d'avis destinée à éclairer l'autorité administrative et chargée de procéder à des propositions en matière de nominations, ne suffit pas pour que la disposition contenant création de cet organe d'avis soit soumise au bicaméralisme intégral. Il en va cependant autrement lorsque le projet entend confier de nouvelles compétences à des organes du pouvoir judiciaire agissant en cette qualité (par exemple, la compétence d'avis du procureur du Roi).

En outre, de l'exposé des motifs relatif à la procédure bicamérale égalitaire (pages 2 et 3), il se déduit que le passage par cette procédure serait motivé par l'intégration des règles relatives aux notaires dans le Code judiciaire et par l'habilitation donnée au Roi de procéder à la coordination des dispositions organiques du notariat. Après avoir posé que l'article 77, 9°, de la Constitution ferait référence à la partie II du Code judiciaire, les auteurs du projet en déduisent que les dispositions projetées sont soumises à la procédure bicamérale égalitaire en raison des buts poursuivis.

Cette manière de procéder est inadéquate. L'article 77, alinéa 1er, 9°, de la Constitution vise l'organisation des cours et tribunaux, peu importe le moule juridique législatif où est enserrée cette organisation. Une loi particulière adoptée selon la procédure du bicaméralisme intégral pourrait soumettre certains différends aux cours et

.../...

tribunaux sans pour autant devoir modifier le Code judiciaire dont le contenu ne s'identifie dès lors pas avec le contenu de l'article 77, alinéa 1er, 9°, précité. Dès lors, les buts poursuivis par les auteurs du projet (intégration des dispositions relatives aux notaires dans le Code judiciaire, coordination des dispositions organiques du notariat) qui justifieraient la procédure bicamérale égalitaire ne permettent pas d'étendre le champ d'application de la disposition constitutionnelle précitée à l'ensemble des dispositions faisant l'objet du projet présenté comme soumis à l'article 77 de la Constitution.

Cette conception peut d'ailleurs s'appuyer également sur l'article 77, alinéa 2, de la Constitution qui soumet l'extension des matières soumises à la procédure bicamérale parfaite à une loi "à majorité spéciale" et proscriit implicitement l'extension, par le biais des buts poursuivis par les auteurs d'un projet, des matières bicamérales à des dispositions devant rester monocamérales.

Il appartient aux auteurs du projet de faire la part exacte entre les dispositions constitutionnellement soumises à la procédure bicamérale parfaite (restreinte en raison du caractère énumératif de l'article 77 de la Constitution) et les dispositions à adopter sur la base de la procédure monocamérale avec évocation possible par le Sénat.

.../...

Comme la section de législation l'avait déjà souligné dans ses avis antérieurs L. 24.600 et L. 24.601, on peut envisager le maintien des textes dans un instrument unique dont certains articles seront soumis à la procédure d'adoption applicable aux matières visées à l'article 77 de la Constitution et les autres articles, à celle applicable aux matières visées à l'article 78 de la Constitution. Une disposition liminaire ou finale, selon le cas, indiquerait les articles du projet ou de la proposition qui règlent une matière visée à l'article 77, d'une part et, d'autre part, les articles qui règlent une matière visée à l'article 78.

Le Conseil d'Etat est conscient des quelques difficultés pratiques qui se poseront pour organiser une telle procédure. Il lui apparaît néanmoins que cette quatrième solution présente le plus d'avantages : la régularité de la procédure suivie est garantie, la compréhension du projet est facilitée pour ceux qui doivent en discuter et le voter, enfin, la cohérence du texte légal est sauvegardée.

IV. De surcroît, les auteurs du projet entendent se prévaloir des décisions de la Commission parlementaire de concertation intitulée "Application pratique de la théorie de la scission en matière de projets mixtes" et, particulièrement, du "deuxième système" relatif aux projets mixtes s'accommodant mal d'une scission. Cependant, l'application qui en est donnée ne correspond pas au prescrit de ces décisions.

.../...

Bien que le Conseil d'Etat ait préconisé dans ses avis précités le maintien des textes dans un instrument unique, l'auteur du projet persévère dans sa volonté de présenter deux projets distincts. Une telle pratique nuit gravement à la cohérence des projets et conduit à des incohérences légistiques comme le prouvent les exemples suivants :

- a) les paragraphes 1er, 2 et 3 de l'article 50 en projet, se trouvent dans le texte monocaméral alors que le paragraphe 4 est à chercher dans le texte bicaméral;
- b) l'article 23 du projet bicaméral remplace par une nouvelle rédaction l'article 68 de la loi du 25 ventôse an XI, alors que l'article 18 du projet monocaméral abroge le même article 68;
- c) l'article 19 du projet monocaméral ajoute à la loi un titre V intitulé "dispositions générales" tandis que l'article 20 du même projet insère dans le titre ainsi créé un article 118;
- d) l'article 25 du projet bicaméral modifie l'article 118 et insère un article 119. Une disposition légale est ainsi modifiée avant même d'avoir été votée.

En conclusion, il n'y a lieu de considérer comme relevant de la procédure bicamérale que :

- les dispositions qui touchent à l'organisation et à la compétence des cours et tribunaux;
- les dispositions qui concernent le pouvoir juridictionnel des autorités corporatives notariales.

.../...

V. Selon l'article 42, § 1er, alinéa 3, en projet, la recevabilité de toute candidature à une place de notaire est suspendue à "l'engagement de payer l'indemnité due au notaire-titulaire qui a cessé ses fonctions, ou à ses héritiers". Encore que le texte ne le précise pas, il s'agit assurément de l'indemnité dont il est question à l'article 55, §§ 1, a) et 3, a) et b) en projet. Elle constitue le prix pour lequel le notaire remplacé ou ses héritiers doivent pouvoir céder les éléments de l'étude notariale. Ce prix n'est pas librement négocié par les parties; l'article 55, § 3, en projet, établit le principe d'une évaluation forfaitaire qui prend pour base le revenu moyen de l'étude. Le prix total ainsi estimé, englobe la valeur des "recouvrements" dont il est question dans l'article 59 de la loi de ventôse, actuellement en vigueur.

En ce qui concerne cette part de l'indemnité correspondant à la valeur des "recouvrements", le système prévu par le projet peut être admis car il est certain que cette part, - d'ailleurs souvent relativement faible - du prix total, représente ce que l'on pourrait appeler des honoraires différés perçus par le successeur pour le compte de son prédécesseur. Puisqu'il est de l'intérêt général que le successeur soit le dépositaire des actes de son prédécesseur et qu'il est donc fatal que ce soit lui qui perçoive ces honoraires, la loi prévient un enrichissement sans cause en faisant obligation au successeur de remettre anticipativement le profit, non mérité, qu'il tirera de l'activité de son prédécesseur. C'est ce qu'exprime l'article 59 de la loi de ventôse en parlant des actes dont les honoraires sont encore dus et du bénéfice des expéditions.

.../...

En revanche, dans la mesure où cette indemnité correspond à tous les autres éléments d'actif et de passif cédés, l'article 42, § 1er, alinéa 3, en projet, appelle une observation relative à la compatibilité d'une telle règle avec l'article 10 de la Constitution qui établit notamment pour l'accès aux charges et emplois publics, un principe d'égalité dont le respect par la loi est contrôlé par la Cour d'Arbitrage.

S'il est vrai que, comme s'emploient à le montrer les explications de la déléguée du ministre, l'article 42, § 1er, alinéa 3, en projet, ne permet pas de parler de la vente d'un office notarial, il n'en reste pas moins que la règle en question réserve la fonction à celui qui non seulement réunit les qualités intellectuelles et morales nécessaires à son exercice mais est, en outre, capable de prendre l'engagement prévu de payer la somme due si le créancier vient à l'exiger. La fonction n'est assurément pas vendue par l'Etat qui y nomme; elle est seulement réservée à la personne qui peut payer à une autre, - celle qui exerçait avant lui ladite fonction -, des éléments utiles pour l'exercer. Par un critère de cet ordre, la loi exclut du nombre des candidats potentiels tous ceux qui ne disposent pas des moyens économiques nécessaires pour prendre l'engagement exigé. Le texte traite de façon évidemment différente les candidats possibles selon un critère de fortune : selon que le candidat dispose ou non d'une fortune qui lui permet de prendre l'engagement exigé, sa candidature sera ou ne sera pas recevable.

.../...

Comme l'a maintes fois rappelé la Cour d'arbitrage, une différence de traitement n'est pas a priori exclue de toute loi, mais elle doit, pour pouvoir être admise, reposer sur un critère objectif et être raisonnablement justifiée.

La justification donnée par l'exposé des motifs est que, par cette condition, le projet "veut éviter qu'une candidature soit prise en considération alors que le candidat pourrait encore contester l'indemnité de reprise". Il s'agit donc de procurer au créancier de l'indemnité, le notaire sortant ou ses héritiers, une sorte d'assurance contre une contestation de la part du candidat, une fois nommé notaire, et il s'agit aussi, sans doute, d'offrir au notaire sortant ou à ses héritiers une sorte de voie parée pour entreprendre une action en paiement.

L'objectif pour louable qu'il soit, ne concerne en rien l'intérêt général. Il s'agit seulement, de l'aveu même des auteurs, de prévenir une contestation entre deux personnes privées qui, parce qu'elles se succèdent à une fonction, pourraient se trouver opposées à propos d'éléments qui ne touchent pas directement à celle-ci puisqu'ils sont seulement relatifs à ce qui est appelé par la déléguée du ministre, le "cadre de profession libérale" dans lequel est exercée la charge publique.

La protection d'un intérêt purement privé ne peut évidemment servir à justifier une inégalité de traitement. L'article 42, § 1er, alinéa 3, en projet, en ce qu'il fait d'un "engagement de payer l'indemnité due au notaire-titulaire qui a cessé ses fonctions" une condition de recevabilité de la candidature à une place de notaire,

.../...

constitue une discrimination contraire à la règle constitutionnelle de l'égalité dans toute la mesure où cette indemnité correspond à la reprise d'autres éléments que "les recouvrements, à raison des actes dont les honoraires sont encore dus, et le bénéfice des expéditions".

L'inconstitutionnalité de l'effet produit par la combinaison des articles 42, § 1er, alinéa 3 et 55, § 1er, a), en projet, est d'autant plus certaine que l'engagement exigé des candidats peut ne pas être aussi réel pour certains qu'il ne l'est pour d'autres. L'inégalité discriminatoire que constituent ces textes se trouve en effet renforcée par la circonstance que le créancier peut remettre la dette et même s'engager à le faire.

Il faut pour l'apercevoir analyser la portée exacte de la règle de l'article 55, § 3, selon laquelle "sont remis au notaire nommé ... moyennant indemnité tous les éléments ... liés à l'organisation de l'étude ...". Cette règle permet au notaire qui a quitté ses fonctions d'imposer la reprise à son successeur qui doit la lui payer; elle permet aussi à ce successeur d'obliger le notaire auquel il succède à lui céder, pour le prix fixé, les éléments décrits par le projet. Mais elle n'oblige évidemment pas le notaire qui quitte ses fonctions à céder à son successeur lesdits éléments si le successeur ne les exige pas; elle ne l'oblige pas non plus, dans le cas où il céderait les éléments susceptibles de l'être, à percevoir toute la somme qui en constitue le prix possible ou même seulement une partie de celle-ci. La somme, évaluée comme le prévoit le projet, constitue un maximum que le notaire cédant peut mais n'est pas tenu d'exiger. En d'autres termes, l'article 55, § 1er,

.../...

a), ne peut être lu comme imposant aussi impérativement au notaire quittant ses fonctions qu'à son successeur, de se lier l'un à l'autre par contrat de cession à titre onéreux dont l'objet comme le prix sont fixés par le législateur. Le notaire qui quitte ses fonctions reste libre de céder les éléments d'organisation de l'étude pour un prix moindre que le prix forfaitaire, voire de les céder à titre gratuit si la personnalité de son successeur est telle qu'il peut et veut avoir à son endroit une intention libérale.

Il résulte de cette analyse que "l'indemnité due" visée par le texte, et que chaque candidat doit s'engager à payer, peut, par le seul fait de la volonté du créancier, être plus sûrement due par certains candidats que par un autre. Il suffit, en effet, comme on vient de le voir, que le créancier, - le notaire quittant ses fonctions, ou les héritiers de celui-ci, entretiennent avec un candidat un rapport particulier, soit de simple amitié généreuse, soit de parenté soit même seulement d'alliance future, pour que ce candidat puisse être assez sûr que l'indemnité en question ne lui sera jamais effectivement réclamée. Dans ce cas, qui pourrait se réaliser assez fréquemment, ce candidat n'aura aucune difficulté, quel que soit l'état de sa fortune, à prendre l'engagement exigé et à assurer la recevabilité de sa candidature tandis que ses concurrents éventuels qui, eux, devraient effectivement, s'ils étaient nommés, honorer leur engagement, hésiteront bien plus à le prendre ou ne pourront pas le faire. Dans ce cas, l'appel aux candidats n'en réunira qu'un petit nombre, voire un seul, tant seront nombreux ceux qui n'ont pas pu prendre le risque de devoir effectivement payer ce que, pour sa part, un seul peut facilement s'engager à faire puisqu'il peut raisonnablement espérer, ou même être sûr, de n'avoir pas à le tenir.

.../...

L'article 42, § 1er, alinéa 3, doit être omis.

*

*

*

EXAMEN DU PROJET

Intitulé

Il faut constater le manque de cohérence des projets. Ceux-ci ne contiennent aucun arrêté de présentation à la Chambre des représentants et ont des intitulés différents.

Lorsqu'il s'agit d'une même matière et que les dispositions essentielles consistent toutes à modifier la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI, mieux vaut adopter le même intitulé pour les deux projets.

On écrira :

"Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI concernant organisation du notariat.".

.../...

Dispositif

Articles 2 à 9

Ces articles ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 10

Les 1^o à 5^o de cette disposition ont déjà fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Les observations relatives au 6^o du même article figurent parmi celles consacrées à l'article 44 en projet.

Articles 11, 12, 37 à 40, § 1er

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 13

Article 40, en projet

Paragraphe 1er

Il y a lieu, à l'alinéa 2, de remplacer le mot "ratifié" par le mot "approuvé".

.../...

Paragraphe 2

1. Le paragraphe 2 concerne la création et la composition du jury chargé de se prononcer sur l'épreuve d'aptitude à l'exercice de la fonction notariale.

L'innovation essentielle consiste en l'adjonction au jury d'un membre candidat notaire agréé et de deux membres professeurs de droit, fonctionnaires ou conservateurs des hypothèques.

De l'accord de la déléguée du ministre, la notion de "magistrat" doit être précisée pour indiquer qu'il peut s'agir tant de magistrats du siège des cours et tribunaux que de magistrats du ministère public.

2. L'incompatibilité décrite dans l'exposé des motifs (p. 17) selon laquelle "le professeur qui a interrogé le candidat dans le courant de ses études devra s'abstenir ..." n'existe nulle part et, singulièrement, elle ne figure pas dans les textes relatifs au collège de recrutement des magistrats. Le passage précité doit être omis de l'exposé des motifs.

L'article 43, § 6, en projet, interdit aux membres "de participer aux décisions concernant les sujets dans lesquels ils ont un intérêt personnel ou direct". Bien qu'exprimant un principe général, il serait utile de reproduire cette interdiction à l'article 40, § 2, en projet.

3. En outre l'application de l'article 458 du Code pénal aux membres du jury est excessive par rapport au but poursuivi qui est de maintenir la discrétion autour des situations connues par le biais des dossiers examinés.

Paragraphe 3

Cette disposition a déjà fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

L'article 40 en projet appelle, en outre, les observations de légistique suivantes :

- a) le paragraphe 2, alinéa 1er, en projet, devant pouvoir se lire de manière autonome, il y a lieu d'identifier le "Il" qui débute la phrase;
- b) au paragraphe 2, alinéa 4, en projet, il y a lieu de signaler qu'il n'existe pas de paragraphe 13 à l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. La même observation vaut pour l'article 43, § 2, alinéa 3, en projet;
- c) au paragraphe 2, alinéa 5, en projet, il n'y a pas lieu d'écrire deux fois "un magistrat" mais "le magistrat", puisqu'il n'y en a qu'un nommé en cette qualité;
- d) au dernier alinéa du paragraphe 2 en projet, il est préférable d'écrire "... sont déterminés par le Roi" plutôt que "sont réglés par un arrêté royal". La même observation vaut pour l'article 43, § 3, dernier alinéa; en outre, il faut écrire dans le texte néerlandais "beoordelingscommissies" et non "benoemingscommissies".

.../...

Article 41 en projet

L'évaluation des stagiaires, candidats notaires et candidats notaires agréés constitue une des innovations du présent projet.

L'article 41 en projet appelle les observations suivantes :

1. Les candidats notaires agréés sont, en réalité, des notaires associés et, à ce titre, ils ne peuvent faire l'objet d'une évaluation. Les mots "et les candidats notaires agréés" doivent, en conséquence, être omis.

2. L'alinéa 1er implique que ne peuvent faire l'objet d'une évaluation les stagiaires et les candidats notaires qui n'exercent pas une activité professionnelle à titre principal. On n'aperçoit pas la raison pour laquelle une distinction est faite entre les candidats notaires exerçant une activité à temps plein et les candidats notaires exerçant une activité à temps partiel.

L'absence d'évaluation pour ces derniers est d'autant plus grave que cette évaluation constitue un élément d'appréciation lors de la nomination en qualité de notaire.

3. L'alinéa 1er mentionne "... dans un organisme notarial ...". Il convient de préciser cette notion et de citer les personnes qui peuvent, dans cet organisme, être soumises à une évaluation.

.../...

4. Dans le texte français de l'alinéa 1er ainsi que dans le texte néerlandais, il y a lieu de faire apparaître plus clairement que l'évaluation a lieu tous les deux ans et, lorsqu'il est mis fin à l'activité professionnelle.

5. S'agissant d'un principe fondamental d'impartialité dans l'exercice des fonctions, le texte doit également préciser certains cas d'incompatibilité entre "évalué" et "évaluateur", liés à l'alliance ou aux liens de parenté. La déléguée du ministre a indiqué que prévoir pareilles incompatibilités conduirait à une limitation des possibilités de stage et d'exercice des activités. Ces réponses ne sont pas convaincantes.

Il n'est pas admissible qu'une évaluation conduisant à une nomination, après comparaison des titres et mérites, soit effectuée par une personne ne disposant pas d'un minimum d'indépendance par rapport à l'évalué.

Le texte en projet doit être complété pour tenir compte de cette observation.

6. Il serait plus simple de reproduire dans le texte, les "critères visés à l'article 49ter, § 5", plutôt que d'y renvoyer.

7. L'alinéa 3 précise que l'intéressé "peut faire valoir ... ses observations par écrit". L'évaluation est un

.../...

élément essentiel dont il sera tenu compte lors des nominations et il n'est, dès lors, pas acceptable que cette évaluation ne soit pas susceptible d'un recours de la part de l'évalué.

L'organe de recours pourrait être la chambre des notaires.

8. La transmission des dossiers d'évaluation des personnes évaluées en cas de changement du lieu de travail de la personne évaluée doit figurer dans le texte du projet même et non dans l'exposé des motifs dans la mesure où il convient, notamment pour protéger la vie privée des personnes évaluées, de prévoir des mesures pour assurer la confidentialité de ces données. La déléguée du ministre marque son accord à cet égard.

Article 42 en projet

Paragraphe 2

Le paragraphe 2 appelle les observations suivantes :

1. Conformément aux explications données dans l'exposé des motifs (p. 22), il est opportun de préciser que l'avis dont question à l'alinéa 1er, doit être motivé.

.../...

2. Pour tenir compte des explications de la déléguée du ministre et pour respecter les articles 22 de la Constitution et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il convient de mentionner à l'alinéa 1er, 2^o que l'avis du procureur du Roi porte exclusivement sur la moralité du candidat.

3. Il semble singulier, à l'alinéa 2, de réputer un avis favorable parce qu'il n'aurait pas été "communiqué" dans le délai imparti. Ce n'est pas la communication (formalité de publicité) qui doit être visée, mais bien l'absence d'avis.

4. En outre, le dernier alinéa n'est pas clair : on n'aperçoit pas la portée de la première phrase "Dans un délai de cent jours après ladite publication au Moniteur belge ou au plus tard dans les huit jours à dater de la réception de l'avis". Telle qu'elle est libellée, elle peut être interprétée comme contraignant un candidat à formuler des observations sur des avis inconnus (dans un délai de cent jours).

5. D'une manière plus générale, dans un souci d'assurer un minimum de contradiction, il convient de permettre aux autorités ayant émis un avis à propos d'un candidat, de modifier ou de confirmer cet avis à la suite des observations présentées par le candidat. En outre, le délai de "réplique" apparaît relativement court (huit jours à dater de la réception de l'avis contre nonante jours pour émettre cet avis).

.../...

Pour la rédaction du paragraphe 2, les auteurs du projet pourraient s'inspirer de l'article 512 du Code judiciaire, notamment des formalités qui permettent à l'intéressé de contredire les avis et d'être entendu par les autorités à cet effet.

Article 15

Article 43 en projet

Paragraphe 1er

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er du texte français, il y a lieu d'écrire "Ce collège est chargé ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2 du texte français, il y a lieu de supprimer le mot "de" devant le mot "seize".

Paragraphe 2

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, la présence d'un secrétaire d'un centre public d'aide sociale en qualité de membre externe du collège de nomination gagnerait à être justifiée dans l'exposé des motifs.

.../...

2. Le collège de nomination, divisé en deux commissions, est chargé de classer, à l'attention du ministre de la Justice, les candidats à une nomination de notaire ou de candidat notaire agréé.

De l'accord de la déléguée du ministre, il convient de préciser, à l'alinéa 3, ce qu'il y a lieu d'entendre par "rôle linguistique" pour ce qui concerne les avocats, professeurs et notaires - c'est la langue du diplôme de licencié ou de docteur en droit qui doit être visée.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3

1. Au paragraphe 3, alinéa 2, il ne serait pas inutile de préciser que si le président du collège peut demander la désignation d'un nouveau suppléant, c'est pour la raison qu'un suppléant aura remplacé le membre déchargé de son mandat.

2. Egalement à l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "peut demander " par le mot "demande".

.../...

3. Les alinéas 3 et 4 du paragraphe 3 doivent former un paragraphe distinct. En bonne logique, ces dispositions relatives à la nomination des membres du collège doivent trouver place avant les dispositions qui ont trait à la présidence de ce collège ou à la fin du mandat.

En outre, au paragraphe 3, alinéa 3, en projet, les mots "directement selon leur rôle linguistique" sont inutiles.

4. A l'alinéa 4, la désignation par la Chambre des représentants et par le Sénat, des membres du collège de nomination "à la majorité des deux tiers des voix émises" ne semble pas conciliable avec l'article 60 de la Constitution selon lequel chaque Chambre détermine, par son règlement, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. L'alinéa 4 doit, en outre, indiquer, notamment, quelle assemblée procède à la première présentation.

5. L'alinéa 5 traite d'une condition de nomination et doit trouver place avant les dispositions qui concernent la présidence du collège ou la fin des mandats (1).

(1) Cf. la disposition similaire contenue à l'article 40, § 2, en projet.

Paragraphe 4

1. Il y a lieu de faire remarquer qu'il n'existe, à l'heure actuelle, qu'un collège de recrutement des magistrats institué par l'article 259bis du Code judiciaire. Le collège de nomination et de promotion de la magistrature ainsi que le conseil supérieur de la justice, visés aux troisième et quatrième tirets n'existent qu'à l'état de projet.

2. Au cinquième tirtet (devenant 5º) du texte français, les mots "une commission d'évaluation" doivent être remplacés par les mots "le jury" et on précisera "à l'article 40, § 2".

Paragraphe 5

Au premier tirtet (devenant 1º), il y a lieu d'écrire dans le texte français français "en cas d'incompatibilité ...".

Paragraphe 6

1. De l'accord de la déléguée du ministre, il est souhaitable de fixer certaines des modalités de remplacement des membres titulaires par leur suppléant, par exemple en cas de décès, ou de concevoir les incompatibilités de manière plus systématique que ne le fait le projet; il convient, par ailleurs, de compléter le paragraphe 6 pour

.../...

tenir compte de l'éventualité du candidat à une nomination, employé par un des membres du collège.

2. De même et de l'accord de la déléguée du ministre, le paragraphe 6 doit viser le degré de parenté et d'alliance.

Article 44 en projet

Paragraphe 1er

Il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 42, § 2.

Paragraphe 2

1. L'alinéa 1er est contraire au principe d'égalité en ce qu'il précise que "Le collège peut entendre les candidats qu'il désigne".

Eu égard à ce principe, les formules suivantes sont admissibles :

1. l'audition obligatoire de tous les candidats;
2. l'absence d'audition des candidats;
3. l'audition des candidats à leur demande.

Le texte doit être revu et adapté en ce sens.

.../...

2. A l'alinéa 2, première phrase du texte français, le mot "idoines" est inapproprié. Mieux vaut écrire : "les plus aptes". Par ailleurs, il faut préciser que la liste est établie "pour chaque emploi à pourvoir". Enfin, la deuxième phrase est inutile et peut être omise.

3. L'alinéa 3 gagnerait à être précisé dans le texte en projet et non dans l'exposé des motifs. Au surplus, on écrira :

"Le classement est établi sur la base des critères équivalents suivants :

- 1° les connaissances juridiques du candidat;
- 2° les aptitudes professionnelles et morales du candidat."

L'observation vaut également pour l'article 49ter, § 5, alinéa 2.

Paragraphe 3

1. La première phrase de l'alinéa 1er qui ne fait que répéter un principe général est inutile et source d'ambiguïté, elle doit être omise.

2. A la seconde phrase, il faut écrire : "... le membre est remplacé par son suppléant."

.../...

3. L'alinéa 2 doit préciser qu'il s'agit des nominations des notaires dont la résidence est établie dans une commune visée à l'article 42, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire (et non, comme l'indique erronément la déléguée du ministre, l'article 43, § 12, alinéa 2, qui n'existe pas).

4. Pour les mêmes raisons que celles concernant le délai visé au paragraphe 1er, l'alinéa 5 doit être reformulé.

5. L'alinéa 6 restreint le champ d'application de la loi du 11 avril 1994 sur la publicité de l'administration. En effet, d'une part, l'alinéa limite le droit de consultation à un candidat classé non nommé alors qu'un candidat non classé pourrait avoir aussi intérêt à prendre connaissance du procès-verbal; d'autre part, la consultation est limitée à la partie du procès-verbal relative au candidat évincé alors que ce sont principalement les motifs de la nomination d'un concurrent qui intéressent juridiquement celui qui n'a pas été nommé.

Cet alinéa doit être fondamentalement revu.

6. L'alinéa 7 relatif à l'incrimination de la violation du secret par les membres du collège appelle les mêmes observations que celles formulées sous l'article 40, § 2, alinéa 6, à propos de l'article 458 du Code pénal.

.../...

Articles 49bis à 49ter, § 1er, 1^o à 5^o, en projet

Ces articles ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 49ter en projetParagraphe 2

A l'alinéa 2, il faut écrire : "les chambres de notaires des arrondissements dans le ressort desquels ils ...".

Paragraphe 3

1. Il est renvoyé aux observations relatives à l'article 42, § 2.

2. La procédure relative aux observations visées par le texte en projet est celle relative à l'évaluation des candidats notaires et candidats notaires agréés. C'est l'article 42, § 2, alinéa 3, qui semble devoir être logiquement visé. En outre, il convient de se référer aux observations faites ci-dessus au sujet de ce dernier article.

.../...

3. A l'alinéa 2, les mots "à compter de la réception de la demande" ne figurent pas dans la version néerlandaise du projet; ils sont, de plus, inutiles et doivent être omis.

Paragraphe 4

1. A l'alinéa 3, il y a lieu de viser :

- au premier tiret (devenant 1°), le paragraphe 2, alinéa 2;
- au second tiret (devenant 2°), le paragraphe 3, alinéa 3.

2. Une ambiguïté résulte du dernier alinéa du paragraphe 4 suivant lequel le ministre communique au collège le nombre des candidats à classer et du deuxième alinéa du paragraphe 5 selon lequel le collège classe tous les candidats. En réalité, le collège classe les candidats qui se sont présentés et non un nombre de candidats déterminé par le ministre.

3. A l'alinéa 4, les mots "lequel ne peut dépasser le double du nombre de candidats notaires agréés à nommer" doivent être supprimés.

.../...

Paragraphe 6

1. Le texte en projet doit prévoir la possibilité pour les candidats de prendre connaissance du procès-verbal de classement. Il y a lieu, à cet égard, de tenir compte de l'observation 5 sous l'article 44, § 3.

2. A l'alinéa 1er, il n'y a pas lieu de se référer à l'article 44, § 3, alinéa 2.

Articles 49ter, § 8, à 49septies, en projet

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 17

Si, comme le mentionne l'exposé des motifs, le contrat est conclu sous condition suspensive de l'approbation de la Chambre nationale des notaires, il convient d'écrire :

"§ 4. Sans préjudice des dispositions de l'article 52, le contrat constitutif d'une société ou d'un groupement visé au paragraphe 3 et ses modifications éventuelles sont conclus sous condition suspensive de l'approbation de la Chambre nationale des notaires.".

.../...

Articles 18 à 22

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Articles 68 à 76 en projet

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 77, 5° à 10°, en projet

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 80 en projet

1. L'alinéa 1er en projet est particulièrement mal rédigé. La volonté de l'auteur du projet serait mieux exprimée comme suit :

"Le tiers au moins de la chambre est élu parmi la moitié la plus âgée des membres visés à l'article 68, 1° et 2°".

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, l'élection devra se faire sur deux listes distinctes.

.../...

2. A l'alinéa 2, il faut écrire "élection" à la place de "nomination".

En outre, dans le texte néerlandais, il faut écrire "het dubbele aantal" au lieu de "het dubbel aantal".

3. Le système mis en place par les alinéas 2 et 3 de l'article 80 (scrutin majoritaire à deux tours) est inapplicable dès lors qu'il y a plus d'une personne à élire !

Article 83 en projet

A l'alinéa 1er, 3°, du texte français en projet, le terme "inculpés" est impropre; ce terme est spécifique à la procédure pénale. Il faut utiliser les mots "mis en cause" déjà utilisés au 2° du même alinéa.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 3°, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 92 et 93 en projet à l'exception du 2°

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

.../...

Article 96 en projet

Il n'appartient pas au ministre de se substituer aux cours et tribunaux dans l'exercice d'une compétence qui leur est exclusivement propre.

Le texte doit être revu.

Articles 97 à 101 en projet

Ces dispositions ont fait l'objet des avis antérieurs de la section de législation.

Article 102 en projet

1. Il convient, pour la rédaction de cette disposition, de s'inspirer de l'article 457 du Code judiciaire.

2. Il convient également de clarifier les rôles respectifs des syndic et rapporteur devant la chambre des notaires : l'article 83, alinéa 1er, 2^o, décrit le syndic comme partie poursuivante tandis que le 3^o charge le rapporteur de recueillir des renseignements.

Articles 103 et 104 en projet

L'article 103 reste en défaut de préciser que le membre mis en cause est entendu en ses moyens de défense.

.../...

Il doit également permettre au membre poursuivi d'avoir la possibilité de prendre connaissance du dossier relatif aux faits reprochés avant la comparution et de préparer ainsi sa défense. L'article 104 doit permettre au membre poursuivi de citer ses témoins, de les interroger ou de les faire interroger, ou de déposer des pièces.

Au surplus, la rédaction de l'article 103 est susceptible d'amélioration.

Article 105 en projet

La procédure de récusation doit être précisée. En effet, le texte doit prévoir que chaque membre effectif de la chambre a un suppléant qui peut le remplacer quand il est récusé. Il doit également prévoir qu'en cas de récusations multiples, le quorum de présence ne pouvant plus être atteint, il y a dessaisissement de la chambre et renvoi de la cause devant une autre chambre . De plus, le texte doit préciser les conditions relatives au dessaisissement de la chambre et au renvoi de la poursuite disciplinaire devant une chambre d'un autre arrondissement.

Article 112 en projet

Les articles 112 et suivants doivent être complétés en prévoyant clairement que toute procédure engagée par le syndic est portée immédiatement à la connaissance du procureur du Roi.

.../...

Article 114 en projet

1. La deuxième phrase du paragraphe premier, alinéa 1er, de l'article 114 doit être omise.

En effet, soit la chambre des notaires a prononcé une décision disciplinaire et le procureur du Roi a fait appel. Conformément à l'article 111, cet appel est suspensif et ne peut conduire le tribunal civil qu'à prononcer des peines disciplinaires prévues à l'article 98; soit le tribunal civil a été saisi de la procédure disciplinaire, dans ce cas, conformément à l'article 114, alinéa 1er, première phrase, le tribunal peut infliger les peines prévues aux articles 98 et 100.

En conclusion, il n'existe aucune hypothèse dans laquelle le tribunal pourrait rendre caduque une décision disciplinaire définitive prise par la chambre des notaires. Pareille procédure serait d'ailleurs tout à fait contraire aux principes généraux du droit.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 1er doit être omis. En effet, la prescription non pas des faits, mais de l'action à laquelle les faits disciplinaires peuvent donner lieu ne court en aucun cas à partir de la décision disciplinaire.

Il s'agit soit de l'hypothèse dans laquelle un tribunal pourrait revoir une décision définitive de discipline intérieure prise par la chambre des notaires et pareille hypothèse ne peut s'envisager puisqu'elle est contraire aux principes généraux régissant la fonction

.../...

disciplinaire (alinéa 1er, deuxième phrase), soit de la prescription de l'action disciplinaire et, dans ce cas, la prescription ne peut courir qu'à partir du jour où les faits ont été commis.

L'article 114, § 1er, doit être entièrement revu.

Article 27

L'arrêté royal du 5 mai 1908 ayant été publié au Moniteur belge sans intitulé, il y a lieu d'écrire :

"5° l'arrêté royal du 5 mai 1908 qui est relatif à la fixation du nombre des syndics pour la chambre des notaires de l'arrondissement de Liège.".

Titre V

Il y a lieu de supprimer les intitulés "Disposition interprétative" et "Dispositions finales" précédant respectivement les articles 35 et 36.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De afdeling wetgeving van de Raad van State is op 23 juni 1993 om advies verzocht over een voorontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI (16 maart 1803) tot regeling van het notarisambt".

Advies L. 22.537/2, gegeven op 21 november 1994, bevatte kritische algemene opmerkingen over onder meer :

- 1° het beginsel van de uitoefening van het notarisambt in een vennootschap en de wijze waarop het ontwerp daarin voorzag;
- 2° de verordeningsbevoegdheden verleend aan de organen die representatief zijn voor het notarisambt, inzonderheid in tuchtzaken;
- 3° de wetgevingstechniek die erin bestaat de structuur en de inhoud van de wet van ventôse ingrijpend te wijzigen, terwijl die wet toch in stand blijft en aan de Koning de taak wordt opgedragen "de bestaande en de nieuwe wettelijke bepalingen" te coördineren "en in het Gerichtelijk Wetboek in te lassen";
- 4° het feit dat het ontwerp uit het oogpunt van de vorm slecht was gesteld.

.../...

De bladzijden 113 tot 192 van het advies waren gewijd aan het onderzoek van de onderscheiden artikelen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State is op 8 augustus 1995 verzocht advies te geven over twee voorontwerpen van wet :

- een ontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI tot regeling van het notarisambt" (L. 24.600/2);
- een ontwerp van wet "houdende toekenning van een tuchtrechtelijke bevoegdheid aan de kamers van notarissen en aan de Nationale kamer van notarissen" (L. 24.601/2).

Voor de opsplitsing van de oorspronkelijke tekst van juni 1993 werd als reden opgegeven dat "gelet op artikel 77, 3^o G.W., dat de bicamerale procedure verplicht stelt voor de wetten in uitvoering van artikel 146 G.W., ... de Kamer en de Senaat bij de oprichting van een tuchtrechtbank gelijkelijk bevoegd (zijn)" (memorie van toelichting van het ontwerp L. 24.601/2). In de memorie van toelichting werd benadrukt dat de bepalingen die aldus uit de oorspronkelijke tekst waren gelicht, voor het overige niet waren gewijzigd.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft haar advies over deze beide ontwerpen gegeven op 10 oktober 1995 (algemene vergadering) en 6 november 1995 (tweede kamer).

.../...

Dat advies bevatte inzonderheid :

- 1° lange uiteenzettingen betreffende de wetgevende procedure van goedkeuring van de ontwerpen (artikelen 77 en 78 van de Grondwet);
- 2° algemene opmerkingen over het ontwerp L. 24.600/2, waarin de Regering werd verzocht de draagwijdte van het ontwerp zorgvuldig na te gaan en zich duidelijk uit te spreken over een aantal vragen betreffende het uitoefenen van het notarisambt in een vennootschap;
- 3° algemene opmerkingen over ontwerp L. 24.601/2 inzake :
 - a) de aan de kamers van notarissen opgedragen rechtsprekende bevoegdheid in aangelegenheden die tot de burgerlijke rechten behoren;
 - b) de toekenning van verordeningsbevoegdheid aan autonome instanties;
 - c) de ontstentenis van regels betreffende de organisatie en de werkwijze van, alsook de procedure voor de notariële rechtscolleges.

2. Opdat de parlementsleden correct en volledig ingelicht worden over de draagwijdte van het ontwerp, dienen die onderscheiden adviezen van de Raad van State in de bijlage bij de memorie van toelichting te worden weergegeven.

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. In zijn advies (1) heeft de Raad van State op het volgende gewezen :

"I. Luidens de memorie van toelichting beogen de in het ontwerp voorgestelde teksten hoofdzakelijk "de samenwerking in teamverband te bevorderen" en "een betere ambtsbeoefening te verzekeren door de oprichting van een nationale kamer van notarissen". De bepalingen omtrent de "vennootschappen van notarissen", evenals die omtrent de verordeningsbevoegdheid van de in uitzicht gestelde nationale kamer, worden aangewend om die beide doelstellingen te bereiken. Zowel aan de eerste als aan de tweede doelstelling zijn de twee, hierna volgende algemene opmerkingen gewijd.

1. Volgens een algemeen aanvaarde en vanouds gevestigde mening behoorde een openbaar ambtenaar die vanwege zijn achtbaarheid en zijn beroepsbekwaamheid door de Staat was gekozen, in alle omstandigheden zelf te kunnen bepalen hoe zijn ambt moest worden vervuld. Aangezien hij in geen geval afstand mocht doen van zijn bevoegdheid bij het vervullen van de taak die hem was opgedragen, mocht hij dus geen verplichtingen aangaan omtrent de wijze waarop hij zijn taak zou uitvoeren. Dat is de reden waarom de mening gehuldigd werd dat een notaris zijn ambt niet in een vennootschap mag uitoefenen. Door er één of meer vennoten bij te nemen, zou hij onvermijdelijk met dezen een overeenkomst hebben aangegaan omtrent de uitoefening van het notarisambt, zou hij dus, al was het maar in geringe mate, zijn eigen bevoegdheid hebben afgestaan; het winstbejag, dat ten grondslag ligt aan elk vennootschapscontract, had het dus kunnen winnen van de beroepsethiek (zie bijvoorbeeld : Colin en Capitant, Cours élémentaire de droit français, 10e uitgave, 1953, deel II, nr. 1179).

(1) Advies L. 22.537/2, gegeven op 21 november 1994.

Kennelijk breekt het ontwerp met die traditie. De opzet van het ontwerp is "de oprichting van vennootschappen tussen meerdere notarissen toe te laten met het oog op de gezamenlijke uitoefening van hun openbaar ambt"; het ontwerp voorziet in "de mogelijkheid dat een of meer notarissen-titularissen van het ambt een vennootschap oprichten met een of meer erkende kandidaat-notarissen"; het geeft de notarissen zelfs verlof om vennootschappen op te richten met gewone kandidaat-notarissen of met beoefenaars van andere beroepen met een aanvullend oogmerk, een en ander om de persoonlijke uitoefening van het beroep van notaris in de hand te werken. In de memorie van toelichting van het ontwerp wordt die breuk met de traditie aangebracht als een middel om de "groeiende nood (van het publiek) aan leiding, raad en houvast passend te beantwoorden". Toch zijn er een aantal inconsistenties gemoeid met de bepalingen omtrent de vennootschappen die opgericht worden voor het uitoefenen van het notarisambt (de vennootschappen die in de memorie van toelichting "werkingsvennootschappen" worden genoemd en geplaatst worden tegenover de "middelenvennootschappen"), omdat die bepalingen niet alle consequenties trekken uit de mogelijkheid die in het ontwerp voortaan wordt erkend om overeenkomsten aan te gaan ten aanzien van het notarisambt.

Die inconsistenties zijn vooral te merken bij de organisatie van de vennootschap waarin een of meer notarissen en erkende kandidaat-notarissen samengaan. Talrijke voorschriften van het ontwerp kunnen namelijk de indruk wekken dat de geassocieerde notarissen de organen zijn van een vennootschap op naam waarvan het notarisambt staat, terwijl blijkens de memorie van toelichting en de algemene samenhang van het ontwerp een vennootschap geen notaris kan zijn.

Het gaat om de volgende voorschriften.

De vennoten, zelfs degenen die persoonlijk aangesteld zijn als notaris voordat de vennootschap is opgericht, dragen allen zonder onderscheid de titel van geassocieerd notaris; geen een kan zijn beroep nog uitoefenen buiten de vennootschap (artikel 51, § 2, tweede lid). Een geassocieerd notaris die toestemming

.../...

zou hebben gekregen om zijn standplaats te verlaten, mag aldaar niet meer werken noch er zijn cliënten ontvangen (artikel 52, tweede lid).

Voor alle vennoten gelden de gevallen van onverenigbaarheid die gelden voor één van hen, omdat hij een band van verwantschap of aanverwantschap heeft met een partij ten voordele van wie een bepaling voorkomt in een akte die hij verlijdt (artikel 51, § 6).

De vennootschap is aansprakelijk voor de beroepsfouten van iedere vennoot, ook al is laatstgenoemde ook aansprakelijk voor zijn eigen fouten (artikel 51, § 4).

De akten die door de vennoten zijn verleden worden in één enkel repertorium ingeschreven, datgene dat op naam van de vennootschap is aangelegd (artikel 51, § 7, eerste lid). Eén enkele boekhouding wordt op naam van de vennootschap gevoerd (ibidem, derde lid).

Iedere vennoot mag grossen en uitgiften afgeven van de minuten die door een van zijn partners of door diens voorganger zijn opgemaakt (artikel 51, § 7, vijfde lid).

Al die voorschriften beantwoorden volkomen aan een algemene opvatting, namelijk dat een vennootschap waarin notarissen en erkende kandidaat-notarissen samengaan, zelf notaris is en de vennoten de organen ervan zijn. Die opvatting gaat trouwens ook terug op het ontworpen artikel 51, § 2, eerste lid, naar luid waarvan "de in artikel 50, § 1, vermelde vennootschappen geen ander doel (mogen) hebben dan de uitoefening van de gewone notariële activiteiten".

De reikwijdte van die tekst is aanzienlijk, daar niet uit het oog mag worden verloren dat in een vennootschapscontract het begrip doel in tweeërlei zin moet worden opgevat; het doel duidt in de eerste plaats op de bedoeling die voorziet bij de vennoten wanneer zij zich ertoe verbinden een inbreng te doen, en in de tweede plaats op de werkzaamheid die de vennoten gezamenlijk aan den dag willen leggen (zie dienaangaande onder meer : Van Ryn, Principes de droit commercial, deel I, nr. 326, blz. 228). Artikel 51, § 2, eerste lid, dat als doel van de vennootschap van

.../...

notarissen het vervullen van het notarisambt bepaalt, verklaart bijgevolg impliciet dat het ambt werkelijk ter beschikking van de vennootschap wordt gesteld, maar ook dat de uitoefening van dat ambt de eigen activiteit van de vennootschap vormt.

Het wekt dan ook verbazing in de commentaar bij artikel 50 te lezen dat "de vennootschap nooit de titularis (is) van het (notaris)ambt", na welke verklaring bovendien een aantal redenen worden opgegeven waarom de stellers van het ontwerp willen dat "een vennootschap nooit tot notaris (wordt) benoemd". Hier is een duidelijke inconsistentie aan de orde.

Er is geen aanleiding om te denken dat die inconsistentie het gevolg kan zijn van een loutere onachtzaamheid van degene die de commentaar heeft geschreven. De stellers van het ontwerp beogen voorzeker te verbieden dat een vennootschap van notarissen notaris is. Die bedoeling blijkt trouwens, om zo te zeggen impliciet, uit de tekst zelf; er kan immers op gewezen worden dat hij geen enkele bepaling bevat omtrent de procedure die gevolgd moet worden om een vennootschap als notaris aan te stellen en evenmin omtrent de wijze waarop een persoon die de hoedanigheid van notaris heeft zijn ambt in een vennootschap van notarissen kan inbrengen.

Die inconsistentie dient uiteraard te worden weggewerkt. Dat zou op twee manieren gedaan kunnen worden : ofwel wordt het ontwerp aangevuld opdat een vennootschap aangesteld kan worden als notaris en worden er de consequenties uit getrokken dat het ambt van notaris niet langer buiten de handelssfeer valt, ofwel worden alle bepalingen van het ontwerp gewijzigd die de geassocieerde notarissen laten uitkomen als de organen van een notarisvennootschap, in de eerste plaats natuurlijk artikel 51, § 2, eerste lid, dat van de uitoefening van notariële activiteiten het doel van de vennootschap maakt.

Als de stellers van het ontwerp hun bedoeling om te voorkomen dat een vennootschap notaris wordt, niet laten varen en bijgevolg de tweede van beide mogelijkheden kiezen, moeten zij niet uit het oog verliezen dat die laatste mogelijkheid hen kan brengen tot afzien van

.../...

het werken met de rechtsfiguur vennootschapscontract. Wanneer met het instituut vennootschap wordt gewerkt om het beroep van notaris te regelen, houdt dat immers de verplichte naleving in van op zijn minst de grondbegrippen van de overeenkomst in het algemeen en het vennootschapscontract in het bijzonder. Evenals er echter geen overeenkomst zonder onderwerp bestaat en evenmin een vennootschap bestaande uit verscheidene vennoten die geen overeenkomst vormt en dus geen doel heeft, bestaat er net zo min een vennootschap waarvan het doel niet bestaat in wat de vennootschap doet. Men kan zich dus moeilijk indenken dat een vennootschap waarvan de activiteit bestaat in het uitoefenen van het ambt van notaris, niet als onderwerp de uitoefening van die activiteit heeft.

Er mag dan ook van uit worden gegaan dat het oogmerk van de stellers van het ontwerp bereikt kan worden door een rechtsfiguur sui generis te scheppen, die het gezamenlijk uitoefenen van het notarisambt zou regelen zonder te werken met het begrip vennootschap, en zonder een rechtspersoon tot een notaris te maken.

Het spreekt vanzelf dat het maken van zulk een rechtsfiguur uitsluitend een aangelegenheid van de wetgevende macht is. De wet zelf zal dus alle desbetreffende voorschriften ervan moeten vaststellen; zij zal er zich niet toe kunnen bepalen de basisvoorschriften te geven en het aan de Nationale Kamer van Notarissen, die door het ontwerp wordt opgericht, over te laten de uitvoeringsmaatregelen tot aanvulling daarvan te nemen."

II. In zijn tweede advies (1) heeft de Raad van State de volgende opmerking gemaakt :

"De Raad van State is van oordeel dat de Regering de draagwijdte van ontwerp L. 24.600 een laatste maal zorgvuldig behoort na te gaan. Op sommige wezenlijke punten immers dient de tekst van de memorie van toelichting en van het dispositief van de ontworpen wet ondubbelzinnig te worden gemaakt.

(1) Advies L. 24.600/A.V./2 en L. 24.601/A.V./2, gegeven op 10 oktober en 6 november 1995.

Ten eerste is er de vraag of de Regering door het bevorderen van de vorming van vennootschappen van notarissen, en dus van het sluiten van contracten met als doel de uitoefening van het notarisambt, wil breken met de traditie waardoor het notarisambt tot op heden altijd als een buiten de handelssfeer vallende activiteit is beschouwd, dit wil zeggen als een activiteit over de uitoefening waarvan geen enkel contract kan worden gesloten. Die vraag staat uiteraard volledig los van de vraag of, gesteld dat over de uitoefening van het notarisambt op basis van het ontwerp een contract kan worden gesloten, het om een burgerlijk dan wel om een handelscontract zal gaan.

De memorie van toelichting en de tekst moeten duidelijkheid scheppen omtrent de vraag of de geassocieerde notaris, in het geval van een vennootschap van notarissen, de handelingen van zijn beroep al dan niet als orgaan van de vennootschap stelt. Als hij als orgaan van de vennootschap handelt, volgt daar noodzakelijkerwijze uit dat de vennootschap en niet de geassocieerde notaris in persoonlijke naam zal hebben gehandeld; anders zal de handeling die van de vennoot zijn, maar hoe zal de vennootschap in dat geval het emolument kunnen innen of belast kunnen worden met de schuld die de handeling met zich brengt?

Er behoort tevens een duidelijk standpunt te worden ingenomen inzake de gelijkheid van de vennoten in een vennootschap van notarissen, vooral in het geval de vennootschap wordt ontbonden. Sommige wijzen van ontbinding hebben tot gevolg dat de geassocieerde kandidaat-notarissen het notarisambt niet meer kunnen uitoefenen, terwijl andere wijzen, inzonderheid het overlijden van een notaristitularis, dat gevolg niet hebben. In dat laatste geval bepaalt het ontwerp overigens dat een nieuwe notaris-titularis ter vervanging van de overleden notaris kan worden benoemd zonder de instemming van de andere vennoten, terwijl de nieuwe titularis vennoot zal worden, juist zoals de vorige dat was. Die werkwijze gaat niet samen met het feit dat de vennootschap van notarissen *intuitu personae* is."

.../...

In de beide voorontwerpen van wet waarover thans advies wordt gevraagd, is met die opmerkingen geen rekening gehouden.

III. Vele bepalingen van het eerste ontwerp, waarop het integraal bicamerisme van toepassing is, sluiten in het licht van hun inhoud niet aan bij artikel 77 van de Grondwet, maar worden daarmee in verband gebracht op basis van criteria die de stellers van het ontwerp denken te moeten toevoegen aan de opsomming in de voormelde grondwetsbepaling.

Zo is het feit alleen dat een magistraat van de rechterlijke macht zitting dient te hebben in een adviesorgaan dat de administratieve overheid moet inlichten en benoemingsvoordrachten moet doen, geen voldoende reden om ervan uit te gaan dat op de bepaling houdende oprichting van dat adviesorgaan de regeling van het integraal bicamerisme moet worden toegepast. De zaak is echter anders gesteld wanneer het ontwerp ertoe strekt nieuwe bevoegdheden op te dragen aan organen van de rechterlijke macht die in die hoedanigheid handelen (bij voorbeeld de adviesbevoegdheid van de procureur des Konings).

Voorts blijkt uit de memorie van toelichting betreffende de procedure waarbij Kamer en Senaat gelijkelijk bevoegd zijn (bladzijden 2 en 3) dat het volgen van deze procedure zou worden gewettigd doordat de regels betreffende de notarissen in het Gerechtelijk Wetboek worden opgenomen en doordat de Koning gemachtigd wordt om de bepalingen tot

.../...

regeling van het notarisambt te coördineren. De stellers van het ontwerp verklaren dat artikel 77, 9°, van de Grondwet naar deel II van het Gerechtelijk Wetboek verwijst en leiden daaruit af dat Kamer en Senaat op grond van de nagestreefde doeleinden gelijkelijk bevoegd zijn voor de ontworpen bepalingen.

Die handelwijze voldoet niet. Artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet heeft betrekking op de organisatie van de hoven en rechtbanken, waarbij het er weinig toe doet volgens wat voor een wet die organisatie juridisch gesproken verplicht gestalte moet krijgen. Door een specifieke wet aangenomen volgens de procedure waarbij Kamer en Senaat gelijkelijk bevoegd zijn, zou de beslechting van sommige geschillen aan de hoven en rechtbanken kunnen worden opgedragen zonder dat daarvoor wijzigingen behoeven te worden aangebracht in het Gerechtelijk Wetboek, waarvan de inhoud dan ook niet samenvalt met de inhoud van het voormelde artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet. Op basis van de door de stellers van het ontwerp nagestreefde doeleinden (opname van de bepalingen betreffende de notarissen in het Gerechtelijk Wetboek, coördinatie van de bepalingen tot regeling van het notarisambt), die als reden worden opgegeven om gebruik te maken van de procedure waarbij Kamer en Senaat gelijkelijk bevoegd zijn, kan de werkingssfeer van de voormelde grondwetsbepaling dan ook niet worden uitgebreid tot alle bepalingen van het ontwerp, dat wordt voorgesteld als vallende onder de toepassing van artikel 77 van de Grondwet.

.../...

Voor deze opvatting kan men zich trouwens evenzeer baseren op artikel 77, tweede lid, van de Grondwet, dat voor de uitbreiding van de aangelegenheden die volgens de procedure van het volledige bicameralisme behandeld moeten worden, een wet aangenomen "met een bijzondere meerderheid" voorschrijft en impliciet verbiedt dat de aangelegenheden waarvoor Kamer en Senaat gelijkelijk bevoegd zijn, als gevolg van de doelstellingen van de stellers van een ontwerp worden uitgebreid tot bepalingen die tot de bemoeienis van de Kamer van Volksvertegenwoordigers moeten blijven behoren.

Het staat aan de stellers van het ontwerp een duidelijk onderscheid te maken tussen, enerzijds, de bepalingen waarvoor Kamer en Senaat krachtens de Grondwet gelijkelijk bevoegd zijn (welke bepalingen beperkt in aantal zijn doordat artikel 77 van de Grondwet de aangelegenheden in kwestie opsomt) en, anderzijds, de bepalingen die moeten worden aangenomen volgens de procedure waarbij alleen de Kamer bevoegd is, met eventueel evocatie door de Senaat.

Zoals de afdeling wetgeving reeds benadrukt heeft in haar vorige adviezen L. 24.600 en L. 24.601, is het mogelijk de teksten in één enkel instrument te behouden waarvan voor sommige artikelen de goedkeuringsprocedure toepasselijk op de aangelegenheden bedoeld in artikel 77 van de Grondwet wordt gevolgd, terwijl voor de overige artikelen de goedkeuringsprocedure toepasselijk op de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet wordt gevolgd. In een inleidende bepaling of in een slotbepaling zouden dan naargelang van het geval de artikelen van het ontwerp of van het voorstel worden aangegeven die enerzijds een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 regelen, en anderzijds die welke een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 regelen.

.../...

De Raad van State is er zich bewust van dat praktische problemen kunnen rijzen bij het uitstippelen van zulk een procedure. Hij is evenwel van oordeel dat deze vierde oplossing de meeste voordelen biedt : de regelmatigheid van de gevolgde procedure wordt gewaarborgd, de bevattelijkheid van het ontwerp wordt vergemakkelijkt voor diegenen die erover moeten beraadslagen en stemmen, en ten slotte blijft de samenhang van de wettekst behouden.

IV. Bovendien zeggen de stellers van het ontwerp dat zij steunen op de beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie betreffende de "Praktische toepassing van de splitsingstheorie inzake gemengde ontwerpen" en, inzonderheid op het "tweede systeem" voor de gemengde ontwerpen die niet licht kunnen worden gesplitst. De toepassing die van die beslissingen wordt gemaakt, stemt echter niet overeen met wat daarin wordt bepaald.

Hoewel de Raad van State er in zijn voormelde adviezen voor gepleit heeft de teksten in één enkel instrument te behouden, is de steller van het ontwerp bij zijn opzet gebleven om twee afzonderlijke ontwerpen in te dienen. Zulk een handelwijze schaadt de samenhang van de ontwerpen ernstig en leidt uit het oogpunt van de wetgevingstechniek tot inconsistenties, zoals uit de volgende voorbeelden blijkt :

- a) de paragrafen 1, 2 en 3 van het ontworpen artikel 50 staan in het aan de Kamer voor te leggen ontwerp,

.../...

terwijl paragraaf 4 ervan in het voor beide kamers bestemde ontwerp te vinden is;

- b) door artikel 23 van het voor beide kamers bestemde ontwerp wordt een nieuwe tekst ingevoerd voor artikel 68 van de wet van 25 ventôse jaar XI, terwijl datzelfde artikel 68 door artikel 18 van het aan de Kamer voor te leggen ontwerp wordt opgeheven;
- c) bij artikel 19 van het aan de Kamer voor te leggen ontwerp wordt in de wet een titel V met als opschrift "Algemene bepalingen" ingevoegd, terwijl bij artikel 20 van datzelfde ontwerp in de aldus ontstane titel V een artikel 118 wordt ingevoegd;
- d) bij artikel 25 van het voor beide kamers bestemde ontwerp wordt artikel 118 gewijzigd en wordt een artikel 119 ingevoegd. Zo wordt een wetsbepaling gewijzigd nog voor ze aangenomen is.

Kortom, Kamer en Senaat dienen alleen gelijkelijk bevoegd te worden geacht voor :

- de bepalingen die betrekking hebben op de organisatie en de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken;
- de bepalingen die betrekking hebben op de rechtsprekende bevoegdheid van de corporatieve notariële autoriteiten.

.../...

V. Luidens het ontworpen artikel 42, § 1, derde lid, wordt elke kandidatuur voor een ambt van notaris afhankelijk gesteld van "de verbintenis (...) tot het betalen van de vergoeding verschuldigd aan de notaristitularis die zijn ambt heeft neergelegd of zijn erfgenamen".

Hoewel zulks in de tekst niet wordt gepreciseerd, gaat het beslist om de vergoeding waarvan sprake is in het ontworpen artikel 55, §§ 1, a), en 3, a) en b). Ze vormt de prijs waarvoor de vervangen notaris of zijn erfgenamen de bestanddelen van het notariskantoor moeten kunnen overdragen. Over die prijs wordt door de partijen niet vrij onderhandeld; het ontworpen artikel 55, § 3, vestigt het beginsel van een forfaitaire raming met als grondslag het gemiddelde inkomen van het kantoor. In de aldus geraamde totale prijs is de waarde vervat van de "invordering", waarvan sprake is in artikel 59 van de thans geldende wet van ventôse.

Wat dit gedeelte van de vergoeding betreft, dat overeenstemt met de waarde van de "invordering", kan de regeling waarin het ontwerp voorziet worden aanvaard, daar het vaststaat dat dit - trouwens vaak relatief kleine - gedeelte van de totale prijs, staat voor wat men uitgestelde honoraria zou kunnen noemen geïnd door de opvolger voor rekening van zijn voorganger. Aangezien in het algemeen belang de opvolger de bewaarder is van de akten van zijn voorganger en het dus onvermijdelijk hij is die deze honoraria int, voorkomt de wet een ongegronde verrijking door de opvolger te verplichten de niet-verdiende winst die hij uit

.../...

de activiteit van zijn voorganger zou halen, vooraf over te dragen. Dit wordt weergegeven in artikel 59 van de wet van ventôse, waar sprake is van de akten waarvoor de honoraria nog verschuldigd zijn en van het aandeel in de uitgiften.

Daarentegen behoort, in zoverre die vergoeding overeenstemt met alle andere overgedragen activa en passiva, een opmerking te worden gemaakt bij het ontworpen artikel 42, § 1, derde lid, betreffende de bestaanbaarheid van een zodanige regel met artikel 10 van de Grondwet, waar onder meer voor de toegang tot de openbare bedieningen een gelijkheidsbeginsel wordt vastgesteld, in verband waarmee het Arbitragehof toetst of het wettelijk wordt nageleefd.

Weliswaar kan men, zoals met de uitleg van de gemachtigde van de minister beoogt te worden aangetoond, op grond van het ontworpen artikel 42, § 1, derde lid, niet spreken van de verkoop van een notariskantoor, doch de regel in kwestie bestemt het ambt evenwel voor degene die niet alleen voldoet aan de intellectuele en morele vereisten voor de uitoefening ervan, maar bovendien bekwaam is om de voorgeschreven verplichting aan te gaan de verschuldigde som te betalen indien de schuldeiser zulks zou eisen. Het ambt wordt gewis niet verkocht door de Staat die erin benoemt; het wordt slechts gereserveerd voor de persoon die aan een andere persoon - degene die het genoemde ambt uitoefende vóór hem -, bestanddelen kan betalen die dienstig zijn voor de uitoefening ervan. Met zulk een criterium sluit de wet als mogelijke kandidaten al diegenen uit die niet beschikken over de noodzakelijke economische middelen om de vereiste verbintenis aan te gaan. De tekst behandelt de mogelijke

.../...

kandidaten klaarblijkelijk verschillend op grond van een financieel criterium : naar gelang de kandidaat-notaris al dan niet dermate vermogend is dat hij de vereiste verbintenis kan aangaan, zal zijn kandidatuur al of niet ontvankelijk zijn.

Zoals het Arbitragehof meermaals erop heeft gewezen, sluit de wet niet a priori een ongelijke behandeling uit, doch deze moet, om geoorloofd te zijn, steunen op een objectief criterium en naar redelijkheid verantwoord worden.

De memorie van toelichting geeft als rechtvaardiging dat het ontwerp met die voorwaarde "wil vermijden dat een kandidatuur wordt behandeld terwijl de kandidaat nog het bedrag van de overnamevergoeding zou kunnen betwisten". Het is er dus om te doen degene die aanspraak maakt op de vergoeding, de notaris die zijn ambt neerlegt of zijn erfgenamen, een soort van verzekering te bieden tegen een betwisting van de kandidaat-notaris als hij eenmaal tot notaris is benoemd, en ongetwijfeld is het ook de bedoeling de uittredende notaris of zijn erfgenamen op de een of andere manier de mogelijkheid te bieden om bij wijze van dadelijke uitwinning een vordering tot betaling in te stellen.

Hoe lofwaardig het doel ook moge zijn, het heeft niets uit te staan met het algemeen belang. De stellers van het ontwerp hebben zelf toegegeven dat het alleen de bedoeling is een betwisting te voorkomen tussen twee privé-personen die, omdat ze elkaar opvolgen in een ambt, meningsverschillen zouden kunnen hebben over zaken die niet in

.../...

rechtstreeks verband met het ambt staan, aangezien ze alleen betrekking hebben op wat de gemachtigde van de minister het "cadre de profession libérale" noemt waarin die openbare bediening wordt uitgeoefend.

De bescherming van een louter privé-belang kan uiteraard niet dienen om een ongelijke behandeling te rechtvaardigen. In zoverre het ontworpen artikel 42, § 1, derde lid, een "verbintenis (...) tot het betalen van de vergoeding verschuldigd aan de notaris-titularis die zijn ambt heeft neergelegd" als voorwaarde stelt opdat de kandidatuur voor een notarisambt ontvankelijk is, houdt het een discriminatie in die in strijd is met de grondwettelijke gelijkheidsregel, in zoverre die vergoeding overeenstemt met het bedrag van de overname van andere bestanddelen dan "de invordering van honoraria voor akten waarvoor die nog verschuldigd zijn, en hun aandeel in de uitgiften".

De ongrondwettigheid van het effect van de gezamenlijke ontworpen artikelen 42, § 1, derde lid, en 55, § 1, a), klemmt te meer daar de van de kandidaat-notarissen vereiste verbintenis voor sommigen mogelijk niet zo reëel is als voor anderen. De discriminerende ongelijkheid die deze teksten inhouden, wordt immers verscherpt door de omstandigheid dat de schuldeiser de schuld kan overdragen en zelfs zich ertoe kan verbinden zulks te doen.

Om dit duidelijk in te zien dient de juiste betekenis te worden nagegaan van de regel in artikel 55, § 3, luidens welke "alle ... bestanddelen die verband houden met de organisatie van het kantoor ... tegen vergoeding aan de benoemde notaris (worden) overgedragen".

.../...

Die regel stelt de notaris die zijn ambt heeft neergelegd in staat zijn opvolger tot de overname te verplichten en tot de betaling ervan; de regel stelt die opvolger tevens in staat de notaris die hij opvolgt te verplichten hem, voor de vastgestelde prijs, de in het ontwerp omschreven bestanddelen over te dragen. Maar die regel verplicht uiteraard de notaris die zijn ambt neerlegt niet aan zijn opvolger de genoemde bestanddelen over te dragen indien de opvolger ze niet eist; die regel verplicht hem evenmin, indien hij de bestanddelen overdraagt die kunnen worden overgedragen, het hele bedrag dat de mogelijke prijs ervan vormt, of zelfs slechts een gedeelte ervan, te innen. Het bedrag, geraamd zoals het ontwerp bepaalt, is een maximumbedrag dat de overdragende notaris kan, doch niet hoeft te eisen. Met andere woorden, artikel 55, § 1, a), mag niet zo worden uitgelegd dat het zowel de notaris die zijn ambt neerlegt als zijn opvolger verplicht zich aan elkaar te binden met een overeenkomst van overdracht onder bezwarende titel, waarvan zowel het voorwerp als de prijs door de wetgever worden vastgesteld. De notaris die zijn ambt neerlegt, behoudt de vrijheid om de bestanddelen van de organisatie van het kantoor over te dragen voor een lagere prijs dan de forfaitaire prijs, en kan ze zelfs gratis overdragen, indien zijn opvolger een zodanige persoonlijkheid heeft dat hij hem een gift kan en wil doen.

Uit dit onderzoek blijkt dat de in de tekst bedoelde "vergoeding verschuldigd (aan de notaris-titularis)" en tot de betaling waarvan elke kandidaat-notaris zich moet verbinden, door de wil alleen van de schuldeiser met meer zekerheid verschuldigd kan zijn door bepaalde kandidaat-notarissen dan door andere. Het is immers voldoende dat, zoals zo-even erop is gewezen, de schuldeiser, - de notaris

.../...

die zijn ambt neerlegt of zijn erfgenamen, met een kandidaat-notaris een bijzondere band hebben, ofwel een band van louter vriendschappelijke vrijgevigheid, ofwel een familieband, of zelfs alleen een band van aanverwantschap of een toekomstige familieband, opdat die kandidaat-notaris voldoende zeker ervan kan zijn dat de vergoeding in kwestie hem nooit effectief zal worden gevraagd. In dat geval, dat nogal vaak zou kunnen voorkomen, zal die kandidaat-notaris geen enkele moeilijkheid ondervinden om, ongeacht zijn financiële situatie, de vereiste verbintenis aan te gaan en ervoor te zorgen dat zijn kandidatuur ontvankelijk is, terwijl zijn eventuele concurrenten, die, mochten ze worden benoemd, hun verbintenis effectief zouden moeten nakomen, veel meer zouden aarzelen om de verbintenis aan te gaan of ze niet zouden kunnen aangaan. In dat geval zal zich naar aanleiding van de oproep tot gegadigden slechts een klein aantal kandidaat-notarissen of zelfs maar één kandidaat-notaris aanmelden, omdat er heel veel zullen zijn die het risico niet hebben kunnen nemen om effectief te moeten betalen, een prestatie waartoe één enkele zich gemakkelijk kan verbinden aangezien hij redelijkerwijze kan hopen, of zelfs zeker ervan kan zijn, dat hij die verbintenis niet hoeft na te komen.

Artikel 42, § 1, derde lid, moet vervallen.

*

*

*

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Op te merken valt dat de ontwerpen onsamenhangend zijn; ze bevatten geen besluit van indiening bij de Kamer van volksvertegenwoordigers en bovendien hebben ze een verschillend opschrift.

Wanneer het gaat om eenzelfde aangelegenheid en de wezenlijke bepalingen er allemaal in bestaan de wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI te wijzigen, is het beter voor beide ontwerpen hetzelfde opschrift te gebruiken.

Men schrijve :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI, tot regeling van het notarisambt.".

Bepalend gedeelte

Artikelen 2 tot 9

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze artikelen advies uitgebracht.

Artikel 10

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over de punten 1^o tot 5^o van deze bepaling advies uitgebracht.

.../...

De opmerkingen betreffende punt 6° van hetzelfde artikel staan bij de opmerkingen over het ontworpen artikel 44.

Artikelen 11, 12, 37 tot 40, § 1

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

Artikel 13

Ontworpen artikel 40

Paragraaf 1

In het tweede lid dient het woord "bekrachtigd" vervangen te worden door het woord "goedgekeurd".

Paragraaf 2

1. Paragraaf 2 heeft betrekking op de oprichting en de samenstelling van de beoordelingscommissie, die tot taak heeft uitspraak te doen over de bekwaamheidsproef (lees : bekwaamheidstest) voor de uitoefening van het notarisambt.

De belangrijkste nieuwigheid bestaat erin dat aan de beoordelingscommissie een lid dat erkend kandidaat-notaris is en twee leden die hoogleraar in de rechten, ambtenaar of hypotheekbewaarder zijn, worden toegevoegd.

.../...

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het begrip "magistraat" nader omschreven moet worden, waarbij wordt aangegeven dat het zowel om zittend magistraten van de hoven en rechtbanken als om magistraten van het openbaar ministerie kan gaan.

2. De onverenigbaarheid beschreven in de memorie van toelichting (blz. 17), luidens welke "de professor die een kandidaat heeft ondervraagd tijdens diens studies (zich) moet (...) onthouden" is nergens terug te vinden en komt beslist niet voor in de teksten betreffende het wervingscollege der magistraten. De genoemde passage moet uit de memorie van toelichting worden geschrapt.

Het ontworpen artikel 43, § 6, verbiedt de leden "deel te nemen aan een beraadslaging of een beslissing over onderwerpen waarbij zij een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben".

Ook al wordt hiermee een algemeen principe gehuldigd, het is dienstig dat verbod over te nemen in het ontworpen artikel 40, § 2.

3. Artikel 458 van het Strafwetboek toepassen op de leden van de beoordelingscommissie is bovendien overdreven in verhouding tot het nagestreefde doel, namelijk discretie bewaren over situaties die men te weten is gekomen door onderzoek van de dossiers.

.../...

Paragraaf 3

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepaling advies uitgebracht.

Bij het ontworpen artikel 40 zijn daarenboven de volgende wetgevingstechnische opmerkingen te maken :

- a) aangezien de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, op zich gelezen moet kunnen worden, dient nauwkeuriger te worden aangegeven op wie het woord "hij" vooraan in de zin slaat;
- b) omtrent de ontworpen paragraaf 2, vierde lid, dient erop gewezen te worden dat er geen paragraaf 13 is in artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 43, § 2, derde lid;
- c) in de ontworpen paragraaf 2, vijfde lid, dient twee keer "de magistraat" geschreven te worden in plaats van "een magistraat", aangezien telkens slechts één magistraat in die hoedanigheid wordt benoemd;
- d) in het laatste lid van de ontworpen paragraaf 2 is het beter "... het presentiegeld van de leden worden bepaald door de Koning" te schrijven dan "de zitpenningen van de leden worden geregeld bij koninklijk besluit". Dezelfde opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 43, § 3, laatste lid; bovendien schrijve men "beoordelingscommissies" en niet "benoemingscommissies".

.../...

Ontworpen artikel 41

De evaluatie van de stagiairs, kandidaat-notarissen en erkende kandidaat-notarissen is één van de nieuwigheden van dit ontwerp.

Bij het ontworpen artikel 41 dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. De erkende kandidaat-notarissen zijn eigenlijk geassocieerde notarissen en kunnen als zodanig niet worden geëvalueerd. De woorden "en de erkend kandidaat-notarissen" moeten bijgevolg vervallen.

2. Het eerste lid houdt in dat de stagiairs en de kandidaat-notarissen die geen notariële functie als hoofdberoep uitoefenen, niet geëvalueerd kunnen worden. Het is niet duidelijk waarom een onderscheid wordt gemaakt tussen de kandidaat-notarissen die een voltijdse functie uitoefenen en de kandidaat-notarissen die een deeltijdse functie uitoefenen.

Dat laatstgenoemden niet worden geëvalueerd is des te erger daar deze evaluatie een waarderingsgegeven vormt bij de benoeming als notaris.

3. In het eerste lid staat "... in een notariële instelling ...". Dat begrip moet nader omschreven worden en de personen in dat orgaan die geëvalueerd kunnen worden, moeten worden omschreven.

.../...

4. In de Franse tekst van het eerste lid dient, net zoals in de Nederlandse tekst, duidelijker te worden aangegeven dat de evaluatie om de twee jaar plaatsheeft en wanneer de beroepsactiviteit wordt beëindigd.

5. Aangezien het gaat om een fundamenteel beginsel van onpartijdigheid bij de uitoefening van ambten, moeten in de tekst ook bepaalde onverenigbaarheden tussen "degene die geëvalueerd wordt" en "degene die evalueert" worden opgenoemd die samenhangen met verwantschap of aanverwantschap. De gemachtigde van de minister heeft gesteld dat mochten zulke onverenigbaarheden in de tekst worden opgenomen, zulks zou leiden tot een beperking van de stagemogelijkheden en de mogelijkheden om de beroepsactiviteiten uit te oefenen. Die antwoorden zijn niet overtuigend.

Het is onaanvaardbaar dat een evaluatie die, na vergelijking van aanspraken en verdiensten, tot een benoeming leidt, wordt verricht door iemand die niet over een minimum aan onafhankelijkheid beschikt ten aanzien van degene die wordt geëvalueerd.

De ontworpen tekst moet zodanig worden aangevuld dat met deze opmerking rekening wordt gehouden.

6. Het zou eenvoudiger zijn om de "criteria bedoeld in artikel 49ter, § 5" opnieuw te vermelden, dan ernaar te verwijzen.

.../...

7. In het derde lid wordt gesteld dat betrokkene "... zijn schriftelijke opmerkingen (kan) overmaken". De evaluatie is een fundamenteel gegeven, waarmee rekening zal worden gehouden bij de benoemingen; het is dan ook onaanvaardbaar dat de geëvalueerde geen beroep kan instellen tegen die evaluatie.

De Kamer van notarissen zou het beroepsorgaan kunnen zijn.

8. Dat de evaluatiedossiers moeten worden overgezonden wanneer de geëvalueerde persoon van werkplaats verandert, moet in de tekst van het ontwerp zelf staan, en niet in de memorie van toelichting, aangezien maatregelen dienen te worden genomen om de vertrouwelijkheid van deze gegevens te waarborgen, onder meer om het privé-leven van de geëvalueerde personen te beschermen. De gemachtigde van de minister gaat daarmee akkoord.

Ontworpen artikel 42

Paragraaf 2

Bij paragraaf 2 behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Overeenkomstig de uitleg gegeven in de memorie van toelichting (blz. 22), is het geraden om te vermelden dat het advies waarvan sprake in het eerste lid, gemotiveerd moet worden.

.../...

2. Om rekening te houden met de uitleg van de gemachtigde van de minister en om artikel 22 van de Grondwet alsook artikel 8 van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden te eerbiedigen, dient in het eerste lid, 2^o, vermeld te worden dat het advies van de procureur des Konings uitsluitend betrekking heeft op de moraliteit van de kandidaat.

3. Het is eigenaardig dat in het tweede lid een advies geacht wordt gunstig te zijn wanneer het niet binnen de gestelde termijn is "overgemaakt (lees : overgezonden)". Niet de overzending (formaliteit van de openbaarheid) moet hier genoemd worden, maar de ontstentenis van advies.

4. Bovendien is het laatste lid niet duidelijk : de vraag rijst wat de strekking is van de eerste zin "Binnen een termijn van honderd dagen na voornoemde bekendmaking in het Belgisch Staatsblad of uiterlijk binnen een termijn van acht dagen na ontvangst van het advies". Zoals de zin thans is gesteld, kan hij geïnterpreteerd worden alsof hij kandidaten ertoe dwingt opmerkingen te maken over adviezen die zij niet kennen (binnen een termijn van honderd dagen).

5. Meer in het algemeen dienen, om een minimum aan behandeling op tegenspraak te waarborgen, de instanties die een advies hebben uitgebracht over een bepaalde kandidaat, de mogelijkheid te krijgen om dat advies te wijzigen of te bevestigen na de opmerkingen die de kandidaat heeft gemaakt.

.../...

Bovendien lijkt de termijn voor een "repliek" vrij kort (acht dagen vanaf de ontvangst van het advies, tegen negentig dagen om dat advies uit te brengen).

Voor de redactie van paragraaf 2 zouden de stellers van het ontwerp zich kunnen baseren op artikel 512 van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer op de vormvoorschriften die de betrokkene de mogelijkheid bieden adviezen te weerleggen en daartoe door de autoriteiten te worden gehoord.

Artikel 15

Ontworpen artikel 43

Paragraaf 1

1. In paragraaf 1, eerste lid, van de Franse tekst schrijve men : "Ce collège est chargé ...". In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : "... een Benoemingscollege voor het notariaat, hierna te noemen het College, ...".

2. In paragraaf 1, tweede lid, van de Franse tekst moet het woord "de" voor het woord "seize" worden geschrapt.

.../...

Paragraaf 2

1. Met betrekking tot paragraaf 2, eerste lid, zou het beter zijn dat het feit dat een secretaris van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als extern lid deel uitmaakt van het benoemingscollege, in de memorie van toelichting wordt gewettigd.

2. Het benoemingscollege, dat ingedeeld wordt in twee commissies, heeft tot taak de kandidaten voor een benoeming tot notaris of tot erkend kandidaat-notaris, te rangschikken ten behoeve van de minister van Justitie.

In het derde lid dient te worden verduidelijkt wat verstaan moet worden onder "taalkundige aanhorigheid" wat betreft de advocaten, hoogleraren en notarissen : er moet worden gesteld dat het gaat om de taal van het diploma van licentiaat of doctor in de rechten. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens. Voorts schrijve men "taalrol" in plaats van "taalkundige aanhorigheid", dat uit taalkundig oogpunt niet-correct is.

Paragraaf 3

1. Het zou niet overbodig zijn om in paragraaf 3, tweede lid, te verduidelijken dat de bepaling dat de voorzitter van het college kan verzoeken dat een nieuwe plaatsvervanger wordt aangewezen, bedoeld is voor het geval dat een plaatsvervanger het van zijn mandaat ontheven lid heeft vervangen.

.../...

2. Nog in het tweede lid moeten de woorden "kan ... verzoeken" vervangen worden door het woord "verzoekt".

3. Het derde en het vierde lid van paragraaf 3 moeten een afzonderlijke paragraaf vormen. Deze bepalingen betreffende de benoeming van de leden van het college moeten logischerwijze komen vóór de bepalingen omtrent het voorzitterschap van dat college of het einde van het mandaat.

Bovendien zijn de woorden "rechtstreeks per taalrol" in de ontworpen paragraaf 3, derde lid, overbodig.

4. In het vierde lid lijkt de bepaling dat de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat de leden van de benoemingscollege aanwijzen "met een tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen" niet verenigbaar met artikel 60 van de Grondwet, volgens hetwelk iedere Kamer in haar reglement bepaalt hoe ze haar bevoegdheden uitoefent. Bovendien moet in het vierde lid onder meer worden vermeld welke beraadslagende vergadering de eerste voordracht doet.

5. Het vijfde lid gaat over een benoemingsvoorwaarde en moet vóór de bepalingen betreffende het voorzitterschap van het college of het einde van de mandaten komen (1).

(1) Cf. de soortgelijke bepaling in het ontworpen artikel 40, § 2.

Paragraaf 4

1. Op te merken valt dat er momenteel alleen een wervingscollege der magistraten bestaat, dat is opgericht bij artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek. Het Benoemings- en bevorderingscollege voor de magistratuur en de Hoge Raad voor de justitie, genoemd in het derde en het vierde streepje, bevinden zich nog in de ontwerpfase.

2. Onder het vijfde streepje (dat 5^o wordt) moeten in de Franse tekst de woorden "une commission d'évaluation" vervangen worden door de woorden "le jury". Bovendien moet verduidelijkt worden : "in artikel 40, § 2".

Paragraaf 5

Onder het eerste streepje (dat 1^o wordt) schrijven men in de Franse tekst "en cas d'incompatibilité ...".

Paragraaf 6

1. Het is wenselijk - de gemachtigde van de minister is het hiermee eens - dat bepaalde regels worden vastgesteld voor de vervanging van werkend leden door hun plaatsvervanger, bijvoorbeeld in geval van overlijden, of meer systematisch dan in het ontwerp na te gaan welke onverenigbaarheden er zijn; bovendien dient paragraaf 6 te worden aangevuld, zodat ook wordt voorzien in de mogelijkheid dat een kandidaat voor een benoeming bij een van de leden van het college is tewerkgesteld.

.../...

2. Zo ook moet in paragraaf 6 zowel de graad van verwantschap als van aanverwantschap worden genoemd; de gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Ontworpen artikel 44

Paragraaf 1

Er wordt verwezen naar de opmerking die over artikel 42, § 2, wordt gemaakt.

Paragraaf 2

1. Het eerste lid is strijdig met het gelijkheidsbeginsel, doordat daarin wordt gesteld dat "Het college ... de kandidaten (kan) horen die het aanwijst."

In het licht van dat beginsel kunnen de volgende formules worden aanvaard :

1. een verplicht horen van alle kandidaat-notarissen;
2. de kandidaat-notarissen worden niet gehoord;
3. de kandidaat-notarissen worden gehoord als ze daarom hebben verzocht.

De tekst behoort in die zin herzien en aangepast te worden.

.../...

2. In de Franse tekst van het tweede lid, eerste zin, is het woord "idoines" niet geschikt. Het is beter te schrijven "les plus aptes". Voorts dient te worden aangegeven dat de lijst wordt opgesteld "voor elke te vervullen betrekking". Ten slotte behoort de tweede zin als overbodig te vervallen.

3. Het derde lid zou in de ontworpen tekst zelf en niet in de memorie van toelichting verduidelijkt moeten worden. Voor het overige schrijve men :

"De rangschikking geschiedt op basis van de volgende evenwaardige criteria :

- 1° de juridische kennis van de kandidaat-notaris;
- 2° de beroepsvaardigheden en de morele kwaliteiten van de kandidaat-notaris."

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 49ter, § 5, tweede lid.

Paragraaf 3

1. De eerste zin van het eerste lid dient te vervallen doordat daarin alleen een algemeen beginsel wordt herhaald, zodat die zin overbodig en een bron van verwarring is.

.../...

2. In de tweede zin schrijve men : "In geval van afwezigheid of verhindering wordt het lid vervangen door zijn plaatsvervanger."

3. In het tweede lid moet worden aangegeven dat het gaat om benoemingen van notarissen wier woonplaats gevestigd is in een gemeente vermeld in artikel 42, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken (en niet, zoals de gemachtigde van de minister verkeerdelijk aangeeft, in artikel 43, § 12, tweede lid, dat niet bestaat).

4. Om dezelfde redenen als die welke gelden voor de in paragraaf 1 vermelde termijn, dient het vijfde lid te worden herschreven.

5. In het zesde lid wordt de werkingssfeer van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur beperkt. In dit lid wordt het inzagerecht immers alleen toegekend aan een in de rangschikking opgenomen doch niet-benoemde kandidaat-notaris, terwijl een niet in de rangschikking opgenomen kandidaat-notaris er ook belang bij kan hebben kennis te nemen van het proces-verbaal. Daarnaast wordt het inzagerecht beperkt tot het deel van het proces-verbaal dat uitsluitend op de afgewezen kandidaat-notaris betrekking heeft, terwijl voornamelijk degene die niet benoemd is uit juridisch oogpunt vooral belang stelt in de redenen voor de benoeming van een concurrent.

.../...

Dit lid behoort grondig te worden herzien.

6. Het zevende lid, dat betrekking heeft op strafbaarstelling van niet-nakoming van de plicht tot geheimhouding door leden van het college, geeft aanleiding tot dezelfde opmerkingen als die welke over artikel 40, § 2, zesde lid, zijn gemaakt.

De ontworpen artikelen 49bis tot 49ter, § 1, 1^o tot 5^o

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze artikelen advies uitgebracht.

Ontworpen artikel 49ter

Paragraaf 2

In het tweede lid dient men te schrijven : "... de kamers van notarissen van de arrondissementen in het rechtsgebied waarvan zij werkzaam zijn ...".

Paragraaf 3

1. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die over artikel 42, § 2, zijn gemaakt.

.../...

2. De procedure betreffende de opmerkingen die in de ontworpen tekst genoemd worden, is die betreffende de evaluatie van de kandidaat-notarissen en de erkende kandidaat-notarissen. Logischerwijze lijkt naar artikel 42, § 2, derde lid, te moeten worden verwezen. Voorts behoort men rekening te houden met de opmerkingen die supra over het laatstgenoemde artikel zijn gemaakt.

3. Het tweede lid van de Nederlandse tekst van het ontwerp bevat geen equivalent voor de woorden "à compter de la réception de la demande" in de Franse lezing van deze bepaling, welke woorden overigens als overbodig behoren te vervallen.

Paragraaf 4

1. In het derde lid verwijze men :

- onder het eerste streepje (dat 1^o wordt), naar paragraaf 2, tweede lid;
- onder het tweede streepje (dat 2^o wordt), naar paragraaf 3, derde lid.

2. Er heerst enige onduidelijkheid doordat het laatste lid van paragraaf 4 voorschrijft dat de minister aan het college het aantal te rangschikken kandidaat-notarissen meedeelt, terwijl het tweede lid van paragraaf 5 bepaalt dat het college de kandidaat-notarissen rangschikt. In feite

.../...

rangschikt het college de personen die zich kandidaat hebben gesteld en niet een door de minister vastgesteld aantal kandidaat-notarissen.

3. In het vierde lid dienen de woorden ", dat niet meer mag bedragen dan het dubbele van het aantal te benoemen erkend kandidaat-notarissen," te vervallen.

Paragraaf 6

1. In de ontworpen tekst moet aan de kandidaat-notarissen de mogelijkheid worden geboden het proces-verbaal van de rangschikking in te kijken. In dat verband moet rekening worden gehouden met opmerking 5, die onder artikel 44, § 3, is gemaakt.

2. In het eerste lid behoort niet te worden verwezen naar artikel 44, § 3, tweede lid.

Ontworpen artikelen 49ter, § 8, tot 49septies

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

.../...

Artikel 17

Als het contract, zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld, gesloten wordt onder de opschortende voorwaarde van goedkeuring door de Nationale kamer van notarissen, moet worden geschreven :

"§ 4. Onverminderd het bepaalde in artikel 52, worden het contract tot oprichting van een vennootschap of een in paragraaf 3 bedoelde vorm van groepering gesloten en de eventuele wijzigingen van het contract aangenomen onder de opschortende voorwaarde van goedkeuring door de Nationale kamer van notarissen.".

Artikelen 18 tot 22

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

Ontworpen artikelen 68 tot 76

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

Ontworpen artikel 77, 5° tot 10°

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

.../...

Ontworpen artikel 80

1. Het ontworpen eerste lid is zeer slecht gesteld. De bedoeling van de steller van het ontwerp zou beter als volgt worden uitgedrukt :

"Ten minste een derde van de kamer wordt gekozen uit de 50 percent oudste leden bedoeld in artikel 68, 1^o en 2^o."

Als zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is, zal uit twee afzonderlijke lijsten moeten worden gekozen.

2. In het tweede lid behoort "verkiezing" te worden geschreven in plaats van "benoeming".

Ook schrijve men "het dubbele aantal" in plaats van "het dubbel aantal".

3. De regeling ingesteld door het tweede en het derde lid van artikel 80 (stemming waarbij in twee verkiezingsronden de volstrekte meerderheid moet worden behaald) kan niet worden toegepast, aangezien meer dan een persoon moet worden verkozen !

.../...

Ontworpen artikel 83

In de Franse tekst van het ontworpen eerste lid, 3°, is de term "inculpés" ongeschikt; die term is kenmerkend voor de strafrechtelijke procedure. Gewerkt moet worden met de woorden "mis en cause", die al gebezigd zijn in 2° van hetzelfde lid.

In het ontworpen eerste lid, 3°, zou het beter zijn het woord "verslaggever" te vervangen door het woord "rapporteur", aangezien volgens woordenboekdefinities een "verslaggever" inzonderheid een journalist, een reporter is.

Ontworpen artikelen 92 en 93, met uitzondering van onderdeel 2°

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

Ontworpen artikel 96

De minister mag zich niet in de plaats van de hoven en rechtbanken stellen om een bevoegdheid uit te oefenen die alleen aan de hoven en rechtbanken toegekend is.

De tekst dient te worden herzien.

.../...

Ontworpen artikelen 97 tot 101

De afdeling wetgeving heeft vroeger reeds over deze bepalingen advies uitgebracht.

Ontworpen artikel 102

1. Voor de redactie van deze bepaling dient men zich te baseren op artikel 457 van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Bovendien moet de rol van respectievelijk de syndicus en de rapporteur bij de kamer van notarissen worden verduidelijkt : in artikel 83, eerste lid, 2^o, wordt de syndicus aangewezen als vervolgende partij, terwijl de rapporteur er in onderdeel 3^o mee belast wordt inlichtingen in te winnen.

Ontworpen artikelen 103 en 104

In artikel 103 wordt niet aangegeven dat het lid aan wie een feit ten laste wordt gelegd op zijn verweermiddelen wordt gehoord.

In dat artikel 103 moet voorts aan het vervolgde lid de mogelijkheid worden geboden om kennis te nemen van het dossier betreffende de ten laste gelegde feiten vóór zijn verschijnen en zo zijn verdediging voor te bereiden. In artikel 104 moet aan het vervolgde lid de mogelijkheid worden geboden zijn getuigen op te roepen, hen te ondervragen of te laten ondervragen of stukken in te dienen.

.../...

Overigens is de redactie van artikel 103 voor verbetering vatbaar.

Ontworpen artikel 105

De procedure van wraking moet worden verijnd. De tekst moet immers voorschrijven dat elk werkend lid van de kamer een plaatsvervanger heeft die hem kan vervangen wanneer hij gewraakt wordt. De tekst moet tevens voorschrijven dat wanneer vele leden gewraakt worden en het quorum niet meer bereikt kan worden, de zaak aan de kamer onttrokken wordt en naar een andere kamer wordt verwezen. Bovendien moet de tekst de voorwaarden aangeven betreffende de onttrekking van de tuchtvervolgning aan de kamer en de verwijzing ervan naar een kamer van een ander arrondissement.

Ontworpen artikel 112

De artikelen 112 en volgende moeten worden aangevuld met de uitdrukkelijke vermelding dat elke door de syndicus aangespannen procedure onmiddellijk ter kennis van de procureur des Konings wordt gebracht.

Ontworpen artikel 114

1. De tweede zin van artikel 114, paragraaf 1, eerste lid, behoort te vervallen.

.../...

Er zijn immers slechts twee mogelijkheden. Ofwel heeft de kamer van notarissen een beslissing in tuchtzaken getroffen en heeft de procureur des Konings daartegen beroep ingesteld. Overeenkomstig artikel 111 heeft dat beroep schorsende kracht en kan het de burgerlijke rechtbank er alleen toe brengen in artikel 98 bepaalde tuchtstraffen uit te spreken. Ofwel is de tuchtprocedure bij de burgerlijke rechtbank aanhangig gemaakt, in welk geval de rechtbank overeenkomstig artikel 114, eerste lid, eerste zin, de straffen bepaald in de artikelen 98 en 100 kan opleggen.

Kortom, in geen enkel geval kan een rechtbank een definitieve tuchtrechtelijke beslissing van de kamer van notarissen doen vervallen. Zulk een procedure zou overigens volkomen in strijd zijn met de algemene rechtsbeginselen.

2. Het tweede lid van paragraaf 1 dient te vervallen. Het is immers niet de verjaringstermijn van de feiten, maar wel die van de vordering waartoe tuchtrechtelijke feiten aanleiding kunnen geven, die in geen enkel geval ingaat op het ogenblik waarop de beslissing in tuchtzaken wordt gewezen.

Ofwel wordt hier het geval bedoeld waarbij een rechtbank een definitieve tuchtrechtelijke beslissing van eigen rechtsmacht, genomen door de kamer van notarissen, zou kunnen herzien. Zulk een geval kan echter niet in uitzicht worden gesteld, aangezien het strijdig is met de algemene beginselen die gelden voor de tuchtregeling (eerste lid, eerste zin). Ofwel wordt verwezen naar het geval dat de tuchtvordering verjaart, in welk geval de verjaringstermijn eerst kan ingaan op de dag waarop de feiten zijn begaan.

.../...

Artikel 114, § 1, dient volledig te worden herzien.

Artikel 27

Aangezien het koninklijk besluit van 5 mei 1908 zonder opschrift in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, dient men te schrijven :

"5° het koninklijk besluit van 5 mei 1908 dat betrekking heeft op de vaststelling van het aantal syndici voor de kamer der notarissen van het arrondissement Luik.".

Titel V

De opschriften "Interpretatieve bepaling" en "Slotbepalingen" vóór respectievelijk artikel 35 en artikel 36 dienen te vervallen.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp voldoet over het geheel genomen niet uit een oogpunt van correct taalgebruik, soms ook niet in stilistisch opzicht. Hij bevat onder meer talrijke, sinds jaar en dag aan de kaak gestelde gallicismen, verkeerd gebruikte termen en andere taalongerechtigheden, zoals bij voorbeeld "overmaken", wanneer het niet om geldmiddelen gaat, "zetelen", wanneer bedoeld wordt "zitting hebben in", "ten laatste", wanneer bedoeld

.../...

wordt "uiterlijk", "slechts", wanneer bedoeld wordt "eerst, pas", "zitpenningen", wanneer bedoeld wordt "presentiegeld", enz. Het ontwerp behoort op het stuk van correct Nederlands grondig te worden herzien. Op een aantal fouten had de Raad van State reeds in zijn vorige adviezen gewezen. Hierna worden, onder voorbehoud van bovenstaande opmerkingen en bij wijze van voorbeeld, een reeks tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 2, het ontworpen artikel 2, eerste en derde lid, zou, zoals trouwens was voorgesteld in advies L. 22.537, beter als volgt worden gesteld :

"Art. 2. Notarissen mogen hun ambt tot de leeftijd van zeventig jaar uitoefenen.

(...)

Degenen die deze leeftijd hebben bereikt, mogen echter hun ambt blijven uitoefenen totdat hun opvolger de eed heeft afgelegd of totdat kennis is gegeven van het koninklijk besluit waarbij hun plaats wordt opgeheven".

In artikel 4 schrijve men "punt 1°", "punt 2°" en "punt 8°" in plaats van "het 1°", "het 2°" en "het 8°".

Het zou beter zijn artikel 4, het ontworpen artikel 6, eerste lid, 8°, in fine, als volgt te stellen :

"... een nijverheids- of handelsonderneming, tenzij hij daartoe vergunning heeft gekregen van de minister van Justitie".

.../...

Artikel 6, het ontworpen artikel 31, eerste lid, behoort te worden herschreven. Voorgesteld wordt de volgende redactie :

"De geassocieerde notarissen niet-titularissen zijn niet begrepen onder het aantal notarissen dat in de voorgaande leden wordt vastgesteld."

In hetzelfde ontworpen artikel, derde lid, schrijven men, overeenkomstig de Franse tekst, "notarissen" in plaats van "notariskantoren".

In artikel 7, het ontworpen artikel 32, tweede lid, schrijven men "plaats" in plaats van "standplaats".

In hetzelfde lid schrijven men "heeft ingediend" in plaats van "indient".

Het zou beter zijn in artikel 8, 1^o, te schrijven :

"1^o Tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuwe lid ingevoegd, luidende :".

In artikel 8, ontworpen artikel 33, nieuw tweede lid, schrijven men "Voor het geval dat" in plaats van "Voor het geval" en "binnen een samenwerkingsverband" in plaats van "in associatie". Deze laatste opmerking geldt ook voor artikel 16, het ontworpen artikel 49bis, eerste lid.

.../...

In artikel 10, het ontworpen artikel 35, 5°, schrijve men "ten minste" in plaats van "tenminste" (deze opmerking geldt ook voor artikel 16, het ontworpen artikel 49ter, § 1, en voor artikel 23, het ontworpen artikel 94, § 2, tweede lid) en "drie jaar" in plaats van "drie jaren".

In artikel 13, het ontworpen artikel 37, eerste lid, schrijve men : "De stage gaat pas in op het tijdstip dat ...".

Het zou beter zijn artikel 13, het ontworpen artikel 39, als volgt te stellen :

"Art. 39. De duur van de stage moet blijken uit de attesten opgesteld door de stagemeeester(s)."

In artikel 13, het ontworpen artikel 40, § 1, eerste lid, schrijve men "met een bekwaamheidsexamen" in plaats van "door een bekwaamheidsproef". Zie in dat verband de definitie van de term "examen" in Van Dale, GWNT.

In hetzelfde ontworpen artikel 40, § 2, tweede lid, 4°, eerste streepje, schrijve men "... universiteit, die geen notaris zijn" in plaats van "... universiteit en die geen notaris zijn". Deze opmerking geldt ook voor artikel 15, het ontworpen artikel 43, § 2, eerste lid, vierde streepje.

.../...

In hetzelfde ontworpen artikel 40, § 2, vierde lid, schrijve men "... moet het bewijs leveren ..." in plaats van "... moeten het bewijs leveren ...". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15, het ontworpen artikel 43, § 2, derde lid.

In artikel 13, het ontworpen artikel 41, eerste lid, behoort de laatste zin als volgt te worden gesteld : "Er vindt een evaluatie plaats telkens als die beroeps-activiteit wordt beëindigd."

In hetzelfde ontworpen artikel, derde lid, behoort telkens het werkwoord "overzenden" te worden gebruikt in plaats van het werkwoord "overmaken". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp. Bovendien schrijve men "de erkende kandidaat-notaris" in plaats van "de erkend kandidaat-notaris".

In artikel 14 schrijve men in de inleidende zin : "vervangen bij het koninklijk besluit nr. 213 van" in plaats van "vervangen door koninklijk besluit nr. 213 van" alsook "door de volgende bepaling" in plaats van "door volgende bepaling".

In artikel 14, het ontworpen artikel 42, § 1, eerste lid, schrijve men "binnen één maand na de bekendmaking" in plaats van "binnen een termijn van één maand te rekenen na de bekendmaking". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 16, het ontworpen artikel 49ter, § 2, eerste lid.

.../...

In hetzelfde ontworpen artikel 42, § 2, eerste lid, behoort de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"§ 2. Voordat hij benoemt, vraagt de minister van Justitie binnen vijfenveertig dagen na de in artikel 32, derde lid, bedoelde bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, het schriftelijk advies over de kandidaten aan :". Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 16, het ontworpen artikel 49ter, § 3, eerste lid.

In de Nederlandse tekst van hetzelfde ontworpen artikel 42, § 2, tweede lid, behoort het aantal volzinnen om wetgevingstechnische redenen in overeenstemming te worden gebracht met het aantal volzinnen in de Franse tekst. Deze opmerking geldt onder meer ook voor artikel 23, het ontworpen artikel 77, 3^o en 4^o, het ontworpen artikel 80, derde lid, het ontworpen artikel 83, eerste lid, 1^o, 2^o en 5^o, het ontworpen artikel 87, het ontworpen artikel 89, het ontworpen artikel 95, tweede lid, artikel 24, het ontworpen artikel 103, eerste lid, en het ontworpen artikel 104, eerste lid. Bovendien schrijve men "bericht van verzending" in plaats van "bericht van mededeling". Deze opmerking geldt ook voor artikel 16, het ontworpen artikel 49ter, § 3, tweede lid.

In artikel 15, het ontworpen artikel 43, § 1, tweede lid, dienen de woorden "is opgedeeld in" vervangen te worden door de woorden "is ingedeeld in".

In het ontworpen artikel 43, § 4, schrijve men onder het tweede streepje "het lidmaatschap van een adviesverlenende instantie ..." in plaats van "een mandaat van of in adviesverlenende instantie".

.../...

In artikel 15, het ontworpen artikel 44, § 1, behoort het eerste lid als volgt te worden gesteld :

"§ 1. Uiterlijk binnen dertig dagen na (...) tweede lid, zendt de minister van Justitie voor elke kandidaat een benoemingsdossier over aan het College."

In hetzelfde ontworpen artikel 44, § 1, tweede lid, schrijve men "kopieën" in plaats van "kopies".

In het ontworpen artikel 44, § 2, derde lid, schrijve men : "De rangschikking geschiedt op basis van de hiernavolgende evenwaardige criteria : ...".

In het ontworpen artikel 44, § 3, tweede lid, dienen de woorden "gebeurt de rangschikking door" vervangen te worden door de woorden "wordt de rangschikking opgesteld door".

In artikel 16, het ontworpen artikel 49ter, § 3, tweede lid, schrijve men "die" in plaats van "gezegde". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In het ontworpen artikel 49ter, § 4, tweede lid, schrijve men "binnen dertig dagen na" in plaats van "binnen de dertig dagen na". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor het hele ontwerp.

In het ontworpen artikel 49ter, § 5, tweede lid, behoort de inleidende zin als volgt te worden gesteld : "Het College rangschikt vervolgens de kandidaten op basis van de hiernavolgende evenwaardige criteria :".

.../...

Het zou beter zijn het begin van artikel 17, het ontworpen artikel 50, § 4, tweede lid, als volgt te stellen "Wie meewerkt aan de uitwerking of uitvoering van ...".

In artikel 23, het ontworpen artikel 77, 3°, schrijve men "overzending" in plaats van "mededeling". Bovendien behoort de laatste zin als volgt te worden gesteld : "Indien het geschil niet kan worden bijgelegd, kan de kamer van notarissen, op verzoek van een van de betrokken leden, de partijen horen en uitspraak doen, behalve (...);".

In het ontworpen artikel 77, 4°, schrijve men "bezwaren" in plaats van "aanspraken" alsook "en moet iedere overtreding in dezen met tuchtmaatregelen bestraffen" in plaats van "en moet door middel van tuchtmaatregelen, enige overtreding terzake beteugelen".

In artikel 23, het ontworpen artikel 81, eerste lid, schrijve men "vernieuwd" in plaats van "hernieuwd" alsook "indien haar aantal leden deelbaar is door drie" in plaats van "indien hun aantal deelbaar is door drie".

In artikel 23, het ontworpen artikel 83, eerste lid, 4°, schrijve men "stelt de besluiten op" in plaats van "notuleert de besluiten".

In het ontworpen artikel 83, eerste lid, 5°, schrijve men : "uit de ontvangsten en doet de uitgaven" in plaats van "doet de ontvangsten en uitgaven".

In artikel 23, het ontworpen artikel 85, tweede lid, schrijve men "dat lid" in plaats van "deze".

.../...

In artikel 23, het ontworpen artikel 86, eerste lid, schrijve men "wegens plaatselijke omstandigheden" in plaats van "omwille van plaatselijke omstandigheden".

Artikel 23, het ontworpen artikel 87, behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 87. (...), die, in het geval zij gezamenlijk handelen, niet hoeven doen blijken van een voorafgaande beslissing, maar, wanneer zij alleen optreden, een bijzondere machtiging moeten hebben."

In artikel 23, het ontworpen artikel 88, schrijve men "aan wie zij duplicaten ervan laten" in plaats van "aan wie zij de duplicaten laten".

In artikel 23, het ontworpen artikel 93, 2°, is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst, aangezien in de Nederlandse tekst de "notarissen" aan de verbintenissen moeten voldoen en in de Franse tekst de "Nationale kamer van notarissen". Deze discrepantie moet worden weggewerkt. Indien de Nederlandse tekst de juiste is, schrijve men bovendien "alle geschikte maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat de notarissen ... bepaalt, voldoen (...)" in plaats van "alle geschikte maatregelen te nemen om te verzekeren dat (...)".

In artikel 23, het ontworpen artikel 94, § 2, tweede lid, schrijve men "kiest een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger uit zijn leden die ... ten minste tien jaar ...".

.../...

In het ontworpen artikel 94, § 2, derde lid, schrijve men "duurt vijf jaar" in plaats van "bedraagt vijf jaar" en "niet verlengbaar" in plaats van "is niet hernieuwbaar".

Artikel 24, het ontworpen artikel 104, eerste lid, eerste zin, behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 104. De kamer roept de leden van het genootschap die bij de zaak betrokken zijn alsook de derden-belanghebbende die daartoe de wens hebben geuit, op om te worden gehoord".

In artikel 24, het ontworpen artikel 105, tweede lid, schrijve men "Het gedagvaarde lid" in plaats van "Het gedagvaard lid", "uiterlijk" in plaats van "ten laatste", "opgave" in plaats van "aanduiding".

In artikel 24, het ontworpen artikel 108, schrijve men "binnen een maand na de sluiting" in plaats van "binnen een maand te rekenen van de sluiting". Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor het ontworpen artikel 110, eerste lid.

Het derde lid van hetzelfde artikel 110 behoort als volgt te worden gesteld :

"Indien het verzet te laat is gedaan, wordt het onontvankelijk verklaard, tenzij de kamer soeverein beslist degene die verzet heeft gedaan van het verval te ontheffen, tegen welke beslissing geen beroep kan worden ingesteld".

.../...

In artikel 24, het ontworpen artikel 111, eerste lid, schrijve men "Binnen een maand na de kennisgeving kan ..." in plaats van "Binnen de maand te rekenen van de kennisgeving kan ...". In het tweede lid schrijve men "de rechtbank waarbij" in plaats van "de rechtbank bij wie".

Artikel 24, het ontworpen artikel 112, eerste lid, behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 112. De procureur des Konings of de kamer van notarissen kunnen een zaak voor de burgerlijke rechtbank brengen, tenzij ...".

In artikel 24, het ontworpen artikel 116, § 6, tweede lid, schrijve men "op verzoek van" in plaats van "op het verzoek van".

In artikel 27 schrijve men in de inleidende zin "Opgeheven worden :" in plaats van "Worden opgeheven :".

In de Franse tekst ten slotte behoren de volgende correcties te worden aangepast.

In het hele ontwerp schrijve men "Titre Ier", "article 1er" en "§ 1er" in plaats van "Titre 1", "article 1" en "§ 1".

In artikel 13, het ontworpen artikel 41, tweede lid, schrijve men "sur la base des critères" in plaats van "sur base des critères".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. E. THIBAUT, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coor-
dination a été rédigée et exposée
par M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. E. THIBAUT, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. A. LEFEBVRE,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M. J.-J.
STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS